

Inhaltsverzeichnis/ Table des matières

Impressum

Anwaltsrevue/Revue de l'avocat
3. Jahrgang 2000/3^{ème} année 2000
ISSN 1422-5778

Zitiervorschlag: Revue 10/2000, 1ff.
Suggestion de citation: Revue 10/2000, 1 ss.

Verlag/Edition

Helbing & Lichtenhahn Verlag
Elisabethenstrasse 8, CH-4051 Basel
Telefon/Téléphone: 061 228 90 70
Telefax: 061 228 90 71
Internet: www.helbing.ch
E-Mail: zeitschriften@helbing.ch

Copyright

Copyright © Titel «Anwaltsrevue/Revue de l'avocat»
by Schweizerischer Anwaltsverband, Bern
Copyright © Inhalt by Schweizerischer Anwaltsverband Bern und
Helbing & Lichtenhahn Verlag, Basel/Genf/München
Copyright © Gestaltung, Umsetzung und Grafik
by Helbing & Lichtenhahn Verlag, Basel/Genf/München

Alle Rechte vorbehalten. Die Zeitschrift und ihre Teile sind urheberrechtlich geschützt. Jede Verwertung in anderen als den gesetzlich zugelassenen Fällen bedarf deshalb der vorherigen schriftlichen Einwilligung des Verlages.

Tous droits réservés. La revue est protégée par la législation sur le droit d'auteur. Toute exploitation non autorisée par la loi nécessite l'accord écrit de l'éditeur.

Herausgeber/Edité par:

Helbing & Lichtenhahn Verlag/
Schweizerischer Anwaltsverband/Fédération Suisse des Avocats

Chefredaktion/Rédacteur en chef:

Peter von Ins, Fürsprecher, (vl)
Bollwerk 21, 3001 Bern
Telefon/Téléphone: 031 311 20 22
Telefax: 031 311 13 30
E-Mail: hoegger.vonins.wyder@bluewin.ch

Sekretariat SAV/secrétariat FSA

Bollwerk 21, 3011 Bern
Telefon/Téléphone: 031 312 25 05
Telefax: 031 312 31 03
E-Mail: info@swisslawyers.com

MitarbeiterInnen/Collaborateurs(trices):

lic. iur. Lucile Perrin, (Pe)
Dr. iur. Marco Itin, (It)
lic. iur. Max Beetschen, (Be)
lic. iur. Simone Bucher, (Bu)

Administration:

Bookit Medienversand AG
Postfach
4601 Olten
Telefon/Téléphone: 062 209 27 39
Telefax: 062 209 26 27
E-Mail: zeitschriften@sbz.ch

Inserate/Annonces:

KSM Kulturservice & Eventmarketing AG
Rümelinsplatz 7
Postfach
4003 Basel
Telefon/Téléphone: 061 261 05 70
Fax: 061 261 05 86
E-Mail: ksmag@compuserve.com

Abonnemente/Abonnements

Jährlich/Annuel: Fr. 148.–, DM 223.–, ÖS 1550.–
Studenten/Etudiants: Fr. 98.–, DM 160.–, ÖS 1115.–
Einzelheft/Numéro séparé: Fr. 15.–, DM 19.–, ÖS 130.–
Mitglieder des SAV gratis/Membres FSA gratuit

Editorial	3
Das Thema/La question du jour	4
Jacques Haldy La nouvelle législation sur les fors en matière civile	4
Kristina Tenchio-Kuzmic/Luca Tenchio Grundzüge des neuen Bundesgesetzes über den Gerichtsstand in Zivilsachen	9
Anwaltspraxis/Pratique du barreau	18
Michael Pfeifer Anwaltsgeheimnis im Anwaltswettbewerb	18
David Rosenthal Streit um Domain-Namen: Schiedsgerichte statt Zivilprozess	20
Pressespiegel/Revue de presse	24
Forum	26
Yves Auberson Provisions sur honoraires et TVA/moment de la naissance de la créance fiscale	26
Jörg R. Bühlmann Mehrwertsteuerpflicht von Kostenvorschüssen	26
Rechtsprechung/Jurisprudence	28
Rechtsetzung/Législation	30
SAV – Kantonale Verbände/ FSA – Ordres cantonaux	35
Agenda	39

Editorial

Daumier et le temps présent

Du monopole à la concurrence – ou de l'époque de l'avocat dont Daumier a fait un portrait sans égal à celle de l'avocat moderne. Dans la question du jour de ce fascicule, l'avocat bâlois Michael Pfeifer aborde la question du secret professionnel de l'avocat: comment se définit-il de nos jours entre les deux situations de monopole et de concurrence?

L'auteur nous démontre que l'activité de l'avocat au sens traditionnel – l'avocat au barreau – est liée à l'idée de monopole. C'est l'avocat au sens classique – l'avocat dans sa robe noire à la manière de Daumier. La réalité actuelle se présente de manière différente, elle se montre plus riche en facettes. Le marché d'aujourd'hui est dirigé par la concurrence et cette situation a fait naître de nouvelles expressions – dominées hélas par l'anglicisme –, comme: «professional legal services», «law firm», «champions league», «multidisciplinary practice (MDP)», «legal chat». Cette nouvelle orientation ne s'arrête pas aux portes des études d'avocats.

L'image de l'avocat à la manière des gravures de Daumier est donc de plus en plus repoussée par la réalité économique. A partir de ces réflexions, l'auteur soulève la question du secret professionnel. Les opinions concernant ce problème essentiel ont-elles changé au vu des évolutions esquissées? L'auteur en doute et il propose que la même validité absolue soit attribuée à ce principe, que ce soit dans le domaine du marché où règne la concurrence, ou dans celui du monopole. Il convient toutefois de se demander si, dans le libre marché, l'application du secret professionnel demeure identique. Dans sa teneur première, sans doute. Mais la réalité actuelle exige un secret professionnel différencié, tout en respectant le paramètre que le principe du secret est corrélatif de l'indépendance de l'avocat vis-à-vis de ses clients et des tiers, ainsi qu'envers l'Etat.

L'image de l'avocat à l'époque de Daumier s'est transformée au profit de celle d'un avocat moderne, polyvalent et apte à connaître les besoins de son temps.

La nouvelle législation sur les fors en matière civile

Jacques Haldy, Docteur en droit et avocat, Professeur à l'Université de Lausanne

I. Introduction

L'idée d'une loi fédérale sur les fors a mûri en raison essentiellement de l'adhésion de la Suisse à la Convention de Lugano et de ses conséquences. Il est apparu difficilement concevable de conserver des fors différents en droit interne alors que le domaine était harmonisé en bonne partie sur le plan européen.

L'initiative de l'élaboration de cette nouvelle législation est revenue à la Fédération suisse des avocats.

L'objet de cet article est de présenter d'une façon synthétique les règles générales de for qui ont été adoptées ainsi que les fors spéciaux qui ont été institués. Une telle présentation a pour objectif de préparer le praticien, grâce à ce survol, à l'entrée en vigueur de cette loi le 1^{er} janvier 2001.

Au préalable, il faut encore rappeler que cette nouvelle réglementation ne concerne ni les rapports internationaux (régis en particulier par la LDIP et la Convention de Lugano) ni l'arbitrage.

II. Règles générales de for

1. Principe général (art. 3 à 5)

Conformément à l'art. 30 al. 2 de la Constitution, le for est en principe celui du domicile ou du siège du défendeur.

Il a fallu résoudre la question de celui qui n'a pas de domicile. A la solution de l'art. 24 du Code civil, on a préféré opter pour le for subsidiaire au lieu de résidence habituelle, en reprenant la définition de la LDIP¹.

Une alternative au for du siège est prévue pour les activités des établissements et succursales qui peuvent être actionnés également au lieu de ces établissements ou succursales, ce qui constitue la reprise de l'art. 5 ch. 5 de la Convention de Lugano.

2. For de la reconvention (art. 6)

Consacré par la Convention de Lugano², le for de la reconvention est admis pour autant qu'il existe un lien de connexité entre la demande principale et la demande reconventionnelle.

3. Cumul d'actions et appel en cause (art. 7 et 8)

Il faut distinguer le cumul subjectif (consortité active ou passive) du cumul objectif (cumul des prétentions) et l'appel en cause.

a) Le cumul subjectif

L'art. 7 al. 1 de la loi prévoit en cas de consortité passive, qu'elle soit nécessaire ou simple, l'attraction de compétence au for de l'un des défendeurs; cette règle correspond à celle de l'art. 6 ch. 1 de la Convention de Lugano.

En cas de consortité active, s'il n'y a pas de consortité nécessaire et que les prétentions ne sont ainsi pas introduites par les demandeurs devant le même tribunal, l'art. 36 peut trouver application et vient ainsi compléter le système prévu à l'art. 7.

b) Le cumul objectif

Dans cette hypothèse également, il est prévu l'attraction de compétence au tribunal qui est compétent pour connaître l'une des prétentions connexes. Si un autre tribunal est saisi, et que l'on ne se trouve pas dans l'hypothèse de l'art. 35, l'art. 36 pourra également trouver application.

c) L'appel en cause

L'art. 8 de la loi permet aux cantons qui connaissent l'institution de la maintenir³ et d'assurer le for au lieu de l'action principale, comme le permet la Convention de Lugano⁴.

Dans le cadre de l'élaboration du nouveau code fédéral de procédure civile, la question devra être tranchée de savoir si ce nouveau code va consacrer l'institution de l'appel en cause, choix qui aura une influence sur la réserve formulée par la Suisse à l'art. 6 ch. 2 de la Convention de Lugano⁵ et qui devra être revue.

4. Election de for (art. 9)

La solution adoptée en matière de prorogation de for se rapproche à la fois de celle de l'art. 5 LDIP et de celle de l'art. 17 de la Convention de Lugano. De l'art. 5 LDIP, la loi reprend en particulier la présomption d'exclusivité de la clause de prorogation, ce qui paraît une solution logique, même si elle s'écarte de la jurisprudence actuelle⁶ et dans une certaine mesure de la Convention de Lugano (cf. art. 17 ch. 4). Une telle solution est cependant conforme à l'avant-projet de Convention internationale sur la compétence et les jugements étrangers en matière civile et commerciale⁷.

S'agissant en revanche de la forme de la clause de prorogation de for⁸, une solution plus libérale que l'art. 5 LDIP et plus proche de la Convention de Lugano (art. 17 ch. 1) a été adoptée (cf. en particulier art. 9 al. 2 lettre b de la loi sur les fors).

Deux points doivent encore être soulignés:

- l'art. 9 réserve naturellement les fors impératifs et d'autre part les dispositions qui interdisent de renoncer par avance à un for légal (cf. art. 21), par exemple en matière de contrats de consommation, ce qui constitue une protection efficace à l'égard des conditions générales dans ces domaines;
- enfin l'art. 9 al. 3, contrairement à l'avis de la commission d'experts, permet au juge de décliner sa compétence lorsque le litige ne présente pas suffisamment de liens avec le for élu. Cette disposition est regrettable, car elle s'écarte sans justification du droit international (art. 17 de la Convention de Lugano) et de l'avant-projet de Convention sur la compétence et les jugements étrangers en matière civile et commerciale⁹. Elle crée une incertitude malheureuse pour les parties sur l'efficacité de la clause attributive de juridiction qu'elles ont conclue.

5. Acceptation tacite (art. 10)

L'art. 10 ne fait que consacrer un principe universellement répandu¹⁰, savoir que, sauf for impératif (ou partiellement impératif), le défendeur qui procède au fond ne peut plus invoquer l'incompétence du tribunal.

Là encore, la loi a malheureusement repris l'art. 9 al. 3 permettant au juge de décliner sa compétence s'il n'y a pas de liens suffisants avec la cause.

III. Les fors spéciaux

Il n'est bien sûr pas possible de traiter exhaustivement de tous les fors, raison pour laquelle il ne sera traité que des fors les plus importants et des innovations essentielles en fonction des domaines du droit matériel qui vont être successivement examinés.

1. Le droit des personnes

Le droit des personnes constitue déjà l'un des domaines où le législateur a dû faire un choix, soit celui de ne pas créer un for spécial, solution adoptée sur le plan du droit international¹¹, soit celui d'admettre un for particulier, en consacrant outre le for ordinaire du défendeur celui du demandeur, solution déjà connue en droit interne.

Deux réflexions ont conduit, en matière de protection de la personnalité, à admettre un for alternatif au domicile du demandeur ou du défendeur:

- adopter en premier lieu une solution simple et facile à appliquer;
- admettre le for du demandeur est certes une solution généreuse pour celui-ci, qui ne trouve pas son pendant sur le plan international; mais, il peut y avoir de bonnes raisons d'adop-

ter une solution différente sur le plan international et interne, en particulier lorsqu'une solution de droit interne est déjà appliquée à satisfaction. Et il ne faut en outre pas perdre de vue qu'une solution plus large en droit interne n'a pas les mêmes conséquences que sur le plan international: le fait de devoir plaider à l'intérieur d'un même pays ne pose pas les mêmes difficultés que dans l'hypothèse d'un rapport international. Il peut ainsi se justifier davantage de contraindre un zurichois de venir à Lausanne, for du demandeur, que de contraindre un zurichois de plaider à Reykjavik, for du demandeur. Dans le premier cas, on accorde un avantage au lausannois qui constitue un inconvénient supportable pour le zurichois, alors que, dans le deuxième cas, l'inconvénient de devoir se défendre dans un pays lointain où l'on est attaqué est important. C'est le contraire qui est inacceptable, soit lorsque le droit international offre des possibilités que le droit interne ne permet pas, ce qui provoque des discriminations injustifiées qui ont précisément conduit à cette législation sur les fors.

2. Droit de la famille et droit successoral

Dans ces deux chapitres, qui sortent en principe du champ d'application de la Convention de Lugano (sous réserve de l'art. 5 ch. 2), la loi n'innove guère et reprend les solutions connues du droit interne et déjà unifiées sur le plan fédéral. Ces solutions correspondent en particulier à l'art. 5 ch. 2 de la Convention de Lugano et, en matière successorale, à l'art. 86 LDIP. S'agissant des fors du droit de la famille prévus par la LDIP, une harmonisation avec la loi sur les fors paraît devoir être effectuée. Il faudra à cette occasion déterminer s'il se justifie d'harmoniser complètement les fors de la LDIP avec ceux de la loi sur les fors ou si des différences entre la solution de droit interne et celle de droit international peuvent se justifier.

3. Droits réels

a) Les immeubles

En matière de fors relatifs aux actions concernant les immeubles, le législateur a fait preuve de générosité à un double titre:

- le for des actions réelles immobilières est à l'instar de l'art. 97 LDIP, de l'art. 16 ch. 1 lettre a de la Convention de Lugano et des procédures cantonales, fixé au lieu de situation de l'immeuble, mais ce for n'est pas impératif contrairement à ce qui est prévu en droit international (cf. art. 16 ch. 1 lettre a de la Convention de Lugano; il s'agit cependant d'une règle de compétence internationale et non d'une règle de for au sens strict). Il aurait été trop rigoureux d'empêcher toute prorogation de for s'agissant d'un procès concernant une relation interne suisse;
- en ce qui concerne les actions personnelles en rapport avec les immeubles¹², le législateur offre un for alternatif au lieu

de situation de l'immeuble et au domicile du défendeur¹³. Une solution particulière plus restrictive est cependant applicable aux baux immobiliers (cf. art. 23).

b) Meubles

Là aussi, en matière de biens mobiliers, le législateur s'est montré généreux. Alors que ni la LDIP (sous réserve du for subsidiaire de l'art. 98 al. 2 LDIP) ni la Convention de Lugano ne prévoient de for particulier pour les actions relatives à des meubles, l'art. 20 introduit un for alternatif au for ordinaire au lieu de situation du bien mobilier.

4. Droit des contrats

a) En général

Le for au lieu d'exécution contractuelle a fait l'objet d'un véritable feuilleton au fur et à mesure de l'adoption de la loi. Ce for, consacré à l'art. 5 ch. 1 de la Convention de Lugano, est l'une des raisons essentielles qui a conduit à l'adoption d'une législation fédérale sur les fors, la Suisse ayant au demeurant formulé une réserve à la Convention de Lugano en relation avec ce for, réserve dont la validité a expiré au 31 décembre 1999¹⁴. C'est ainsi que, lorsque la commission d'experts a abordé cette question, elle a naturellement opté pour une solution se rapprochant de celle de la Convention de Lugano, afin de mettre un terme à la discrimination du droit interne qui empêchait l'utilisation du for d'exécution alors que celui-ci est consacré sur le plan international.

Cependant, pour éviter de consacrer de fait le for du demandeur, la commission d'experts a proposé de consacrer un for alternatif au lieu «dans lequel la prestation caractéristique doit être fournie»¹⁵, ce qui n'est pas identique à la solution de la Convention de Lugano¹⁶. Le Conseil fédéral a ensuite mis en consultation le projet, avec le résultat suivant: «Lors de la consultation, le nouveau for a été, dans son principe, bien accueilli. Des voix se sont toutefois élevées pour demander que l'on fasse coïncider au plus près cette règle là avec la Convention de Lugano»¹⁷. Le Conseil fédéral a ainsi modifié le texte de la commission d'experts et a proposé la mouture suivante: «Le tribunal du domicile ou du siège du défendeur ou celui du lieu où la prestation litigieuse doit être fournie en vertu de la loi ou de la convention des parties (lieu d'exécution) est compétent pour connaître des actions fondées sur un contrat». Cette proposition a été justifiée ainsi: «Limité de cette manière, le nouveau for du lieu d'exécution ne soulève pas de difficultés. A vrai dire, en prenant pour critère la prestation caractéristique, on désamorcerait entièrement la problématique du for du demandeur pour les sommes d'argent, mais au prix d'une discrimination sur le plan interne: dans les rapports internationaux, le créancier pourrait intenter une action à son propre domicile, alors que dans les rapports internes, il devrait agir là où se trouve son débiteur»¹⁸.

Puis, il y a eu le cataclysme des Chambres: au motif que l'on favorisait trop les banques et les assurances, que le for du lieu d'exécution est trop difficile à interpréter, que les parties gardent la possibilité de conclure une prorogation de for et que l'on n'a pas besoin de suivre aveuglément la Convention de Lugano¹⁹, la discrimination que l'on voulait précisément éviter par cette loi a ainsi été intégralement maintenue. Un tel choix n'est pas seulement regrettable compte tenu du maintien de cette discrimination, du fait que le droit interne et international n'est pas harmonisé, il est également à rebours du bon sens, car c'est précisément dans les situations internes qu'une plus grande générosité en matière de fors peut se justifier, puisqu'il est moins dommageable pour le défendeur de plaider à l'autre bout du pays qu'à l'étranger. En matière de droit des personnes et de la responsabilité civile, une solution plus généreuse a ainsi été choisie en droit interne²⁰.

La solution prévue par la commission d'experts constituait pourtant un bon compromis, permettant d'éviter des abus et consacrant ce for contractuel moderne. Preuve en sont d'ailleurs les travaux de révision des Conventions de Bruxelles et de Lugano qui vont dans ce sens²¹.

b) Contrats spéciaux

a) Contrats conclus avec des consommateurs

La commission d'experts avait renoncé à prévoir un for spécial pour les contrats de consommation, considérant qu'un tel for pouvait être considéré comme nécessaire sur le plan international (pour éviter au consommateur de devoir se déplacer dans un autre pays), alors que tel n'est pas le cas sur le plan interne.

Le Conseil fédéral et le Parlement en ont jugé différemment, reprenant en fait la solution de l'art. 14 de la Convention de Lugano, soit en adoptant le for alternatif du demandeur pour les actions du consommateur. Comme en vertu de l'art. 15 de la Convention de Lugano et de l'art. 114 LDIP, il s'agit d'un for partiellement impératif.

L'une des questions qui pourra faire l'objet de discussions tient dans le champ d'application de la norme (surtout après l'abandon du for du lieu d'exécution contractuelle), le Parlement ayant revu la définition du contrat de consommation et repris la terminologie de l'art. 120 LDIP qui parle de «contrats portant sur une prestation de consommation courante», termes qualifiés de «restriction trompeuse» par le Conseil fédéral dans son Message²². Cela va-t-il comprendre en particulier les contrats d'assurance (pour lesquels la Convention de Lugano contient des articles spécifiques)? Tel paraît bien le cas si l'on se réfère aux travaux parlementaires²³ ainsi qu'à la doctrine à propos de l'art. 120 LDIP²⁴. Les contrats de consommation peuvent en effet porter sur des services pour autant qu'ils sont destinés aux besoins personnels ou familiaux du consommateur conformément à la disposition légale.

b) Les contrats de bail

Le législateur n'a prévu de règles de for particulières que pour les baux qui portent sur des immeubles.

En ce qui concerne les baux à loyer des immeubles, la loi n'a fait que reprendre la solution du droit fédéral actuel²⁵: un for partiellement impératif au lieu de situation de l'immeuble pour les baux d'habitation, solution que l'on a étendue à l'ensemble des immeubles et donc aux locaux commerciaux.

L'art. 16 ch. 1 litt. a de la Convention de Lugano prévoit à propos de baux d'immeubles une règle impérative, mais il s'agit d'une règle de compétence internationale, qui désigne l'Etat dans lequel doit être jugé une affaire et non une règle de for au sens strict, puisqu'il est encore nécessaire de disposer de règles internes de for à l'intérieur de l'Etat désigné pour déterminer le tribunal compétent²⁶.

Enfin, s'agissant des baux à ferme d'immeubles agricoles, le for alternatif de la loi actuelle est repris²⁷, les Chambres ayant décidé de rendre également ce for partiellement impératif (cf. art. 21).

c) Contrats de travail

Le for alternatif de l'art. 343 al. 1 CO est repris, mais avec deux différences:

- la formulation est harmonisée avec l'art. 5 ch. 1 de la Convention de Lugano (dont l'on ne reprend cependant pas le for subsidiaire au lieu où se trouve l'établissement qui a embauché le travailleur);
- le for prévu est partiellement impératif alors qu'en droit actuel il est absolument impératif. Ainsi, contrairement à ce que paraît indiquer le Conseil fédéral dans son Message²⁸, il y a bien un changement qui semble d'ailleurs raisonnable, car l'on ne verrait pas la justification d'empêcher les parties de prévoir un for différent après la naissance du litige.

5. Responsabilité civile

Dans ce domaine, et contrairement à celui des contrats, les Chambres ont élargi la palette des fors, puisque le projet du Conseil fédéral et celui de la commission d'experts ne préoyaient en matière d'actes illicites que le for du domicile du défendeur et le for du lieu de l'acte ou du résultat.

A ces possibilités, les Chambres ont cru bon d'ajouter le for du domicile ou du siège de la personne ayant subi le dommage. En fait, l'idée du Conseil national²⁹ était de supprimer le for du lieu du résultat au profit du for du domicile de la personne ayant subi le dommage. Le Conseil des Etats ayant rétabli le for du lieu du résultat³⁰, les deux ont subsisté. Cette modification a pour effet que la personne lésée, y compris en droit cartellaire qui prévoyait déjà formellement le for du demandeur, bénéficie d'une protection maximale.

En ce qui concerne le for du lieu de l'acte ou du résultat, une simple lecture comparative avec l'art. 5 ch. 3 de la Convention

de Lugano pourrait faire penser que cette solution, reprise du texte de l'art. 129 LDIP, est plus large que celle de la Convention de Lugano qui mentionne «le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit». Cependant, comme l'explique le Message³¹, la Cour de justice des communautés européennes (CJCE) a adopté la théorie dite de l'ubiquité, laissant ainsi le choix au demandeur entre le lieu de l'événement causal et celui de la réalisation du dommage³². La divergence de terminologie ne revêt ainsi pas une portée matérielle.

Contrairement à l'avis de la commission d'experts, le législateur a introduit une exception aux fors de l'art. 25 pour les accidents de la circulation, limitant le for alternatif à celui du domicile du défendeur à celui du lieu de l'accident. Le but est d'éviter une dispersion des fors; l'on ne voit pas à vrai dire la raison pour laquelle l'on devrait s'écarter dans cette hypothèse en particulier du droit européen et de la solution générale adoptée à l'art. 25, cela d'autant plus que la solution consacrée à l'art. 26 ne correspond pas à celle du droit positif³³ qui privilégie le for du lieu de l'accident par rapport au for ordinaire du défendeur.

Le législateur a encore introduit un for impératif au lieu de l'acte en cas de «dommages collectifs»; la notion de «dommages collectifs» risque de donner lieu à des difficultés d'interprétation, le critère principal devant être selon le Message la présence d'un nombre élevé de victimes³⁴. Il faut cependant admettre que l'idée est défendable afin d'éviter dans ces hypothèses une trop grande dispersion des fors qui ne serait plus maîtrisable.

6. Droit commercial

En ce qui concerne l'action en responsabilité (art. 29), le législateur a repris le for alternatif qui existe déjà en vertu de l'art. 761 CO.

S'agissant des actions relatives à la validité, la nullité ou la dissolution d'une société (ainsi que des actions attaquant les décisions de ses organes), le projet de la commission d'experts prévoyait un for impératif au siège de la société, en s'inspirant de l'art. 16 ch. 2 de la Convention de Lugano. Le législateur a finalement renoncé à introduire une règle spéciale dans ces cas là, au motif que la Convention de Lugano ne fixe qu'une règle de compétence internationale – et non une règle de for au sens strict³⁵ – et au motif qu'un for impératif empêcherait une juridiction arbitrale dans la mesure où le siège du tribunal arbitral ne coïnciderait pas avec celui de la société³⁶, argument qui est sans pertinence puisque la loi sur les fors ne s'applique pas à l'arbitrage³⁷.

7. Mesures provisionnelles

Le projet du Conseil fédéral faisait la différence, s'agissant de la compétence territoriale, pour ordonner des mesures provision-

nelles, entre l'hypothèse d'un procès pendant et celle d'un procès qui ne l'est pas encore. Dans le premier cas, seul le tribunal saisi au fond aurait pu prononcer des mesures provisionnelles, alors que, dans le deuxième cas, la compétence aurait été donnée tant au juge compétent au fond qu'au juge du lieu dans lequel la mesure doit être exécutée³⁸.

Les Chambres ont modifié cette disposition, permettant également en cas de procès pendant au juge du lieu d'exécution d'ordonner des mesures provisionnelles (art. 33). Il faut saluer ce changement³⁹, car il permet non seulement d'adopter une meilleure solution matérielle (possibilité en cas d'urgence de saisir le tribunal du lieu d'exécution indépendamment de toute litispendance) mais également une harmonisation avec la LDIP et la Convention de Lugano⁴⁰ en vertu desquelles les mesures provisionnelles sont possibles ailleurs qu'au for au fond, même s'il y a litispendance.

IV. Conclusion

Quelle conclusion tirer de l'adoption de la nouvelle loi? Le bilan est mitigé. D'un côté, il s'agit indéniablement d'une simplification pour le justiciable et le praticien qui, pour les rapports internes à la Suisse, n'auront plus qu'un texte à consulter pour déterminer le for applicable. D'un autre côté, les solutions adoptées paraissent faire la part trop belle aux particularismes helvétiques au détriment d'une harmonisation avec le droit international, en particulier la Convention de Lugano. L'abandon par les Chambres du for contractuel est bien sûr l'exemple le plus criant, puisque cette nouvelle législation avait en particulier pour objectif de régler cette question.

Comme, à la suite de la votation du mois de mars 2000, nous travaillons maintenant à la préparation d'un Code de procédure fédéral, il sera possible de corriger certaines erreurs qui apparaîtront inévitablement lors de la mise en pratique de cette nouvelle loi. Nous aurons alors un code complet de procédure civile fédéral; puisse celui-ci répondre aux besoins des praticiens et permettre une justice sûre et efficace.

¹ Cf. art. 20 al. 1 litt. b LDIP.

² Cf. art. 6 ch. 3 de la Convention de Lugano.

³ FF 1999, p. 2610–2611.

⁴ Cf. art. 6 ch. 2 de la Convention de Lugano.

⁵ Cf. FF 1990 II 373, art. V du protocole n° 1.

⁶ Cf. Poudret, Wurzburger, Haldy, Procédure civile vaudoise, 2ème édition Lausanne 1996, ad chapitre II, p. 104–105.

⁷ Cf. art. 4 de l'avant-projet de Convention sur la compétence et les jugements étrangers en matière civile et commerciale, SJ 2000 II p. 120 et commentaire d'Andreas Bucher, SJ 2000 II p. 83.

⁸ Sur ce sujet, cf. en particulier Souillard Christophe, Les conditions de forme des clauses attributives de juridiction, in «Espace judiciaire européen en matière civile et commerciale»; Bruxelles 1999, p. 57–67.

⁹ Cf. Bucher, SJ 2000 II p. 83.

¹⁰ De l'art. 58 al. 2 CPC VD à l'avant-projet de convention sur la compétence et les jugements étrangers en matière civile et commerciale, cf. Bucher SJ 2000 II p. 83–84.

¹¹ Cf. FF 1999 p. 2613.

¹² Il appartiendra à la jurisprudence de déterminer l'intensité du «rapport» avec l'immeuble, cf. FF 1999 p. 2618.

¹³ Cf. art. 6 ch. 4 de la Convention de Lugano.

¹⁴ FF 1990 II 372, art. I^{bis} du protocole n° 1.

¹⁵ FF 1999 p. 2620.

¹⁶ Cf. en particulier Fridolin M. R. Walther, développements récents en droit européen et international de procédure – ou : l'europeanisation, la régionalisation et l'internationalisation du droit de procédure, in Revue FSA 1/2000 p. 14.

¹⁷ FF 1999 p. 2620.

¹⁸ Ibidem.

¹⁹ Cf. BOCN 1999 p. 1032; BOCE 1999 p. 894.

²⁰ Cf. art. 12 et 25 de la loi sur les fors.

²¹ Cf. Walther, op. cit. à note 16, p. 14; Bucher, SJ 2000 II p. 85.

²² FF 1999 p. 2622.

²³ BOCE 1999 p. 894 (Intervention de Christiane Brunner).

²⁴ Dutoit Bernard, Commentaire de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé suisse, 2^e édition Bâle et Francfort 1997, ad art. 120 LDIP, p. 336 n. 3.

²⁵ Cf. art. 274b CO.

²⁶ Cf. Donzallaz Yves, La Convention de Lugano du 16 septembre 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière commerciale, volume II, Berne 1997, n. 1790 et 1793.

²⁷ Cf. art. 48 LDFR.

²⁸ FF 1999 p. 2624.

²⁹ Cf. BOCN 1999 p. 1033.

³⁰ Cf. BOCE 1999 p. 895.

³¹ FF 1999 p. 2626.

³² Cf. Donzallaz Yves, op. cit. à n. 26, volume III, Berne 1998, n. 5141 ss.

³³ Cf. art. 84 LCR.

³⁴ FF 1999 p. 2628

³⁵ Cf. n. 26 ci-dessus.

³⁶ FF 1999 p. 2629.

³⁷ Cf. intervention de Christiane Brunner au Conseil des Etats, BOCE 1999, p. 893.

³⁸ Cf. FF 1999 p. 2647 (art. 34).

³⁹ Cf. Haldy Jacques, Le for des mesures provisionnelles, in «Etudes de procédure et d'arbitrage en l'honneur de Jean-François Poudret», Lausanne 1999, p. 77.

⁴⁰ Cf. art. 10 LDIP, 24 Convention de Lugano et Haldy, op. cit. à n. 39 p. 71 à 75.

Grundzüge des neuen Bundesgesetzes über den Gerichtsstand in Zivilsachen

Kristina Tenchio-Kuzmic, Dr. iur., Rechtsanwältin, Zürich
Luca Tenchio, Dr. iur., Rechtsanwalt, Chur

I. Ausgangslage und Gründe für den Erlass des GestG

Am 24. März 2000 verabschiedeten die eidgenössischen Räte nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 18. November 1998¹ gestützt auf Art. 30 und 122 BV das Bundesgesetz über den Gerichtsstand in Zivilsachen (Gerichtsstandsgesetz; GestG).² Die Referendumsfrist ist am 20. Juli 2000 unbenutzt abgelaufen.³ Das Gesetz, welches vorliegend skizziert werden soll, wird am 1. Januar 2001 in Kraft treten.⁴

Anlass zur Vereinheitlichung des Rechts der örtlichen Zuständigkeit in Zivilsachen war die notwendige Harmonisierung der landesinternen Zuständigkeitsordnung mit dem europäischen Gerichtsstandsrecht einerseits (1), die Vermeidung von Selbstdiskriminierung und Rechtszersplitterung andererseits (2).

1. Wegfall des Vorbehaltes zu Art. 5 LugÜ, Art. 59 aBV und Art. 30 BV

Am 31. Dezember 1999 ist der Vorbehalt gemäss Art. 1a Abs. 3 des Protokolls Nr. 1 zu Art. 5 LugÜ⁵ abgelaufen.⁶ Im Hinblick auf den Wegfall des Vorbehaltes galt es, Art. 59 BV zwecks Vermeidung von Verfassungsverletzungen rechtzeitig anzupassen. Im Zuge der Totalrevision der Bundesverfassung trat am 1. Januar 2000 Art. 30 Abs. 2 BV in Kraft, der wie folgt lautet: «Jede Person, gegen die eine Zivilklage erhoben wird, hat Anspruch darauf, dass die Sache vom Gericht des Wohnsitzes beurteilt wird. Das Gesetz kann einen anderen Gerichtsstand vorsehen.» Während Art. 59 aBV die interkantonalen Zuständigkeiten voneinander abgrenzte und nur dem «aufrechtstehenden» Schuldner für «persönliche Ansprachen» einen Anspruch darauf einräumte, vor einem Gericht in seinem Wohnsitzkanton beklagt zu werden, erhebt Art. 30 Abs. 2 BV den Wohnsitzgerichtsstand zum allgemeinen Gerichtsstand, der auch für den rein kantonsinternen Streit gilt. Der römische Prozessgrundsatz des *actor sequitur forum rei* wurde somit erstmals zur verfassungsmässigen Gerichtsstandsgarantie erhoben. Auf der anderen Seite kann das «Gesetz» (gemeint sind Bundesgesetze und Staatsverträge⁷) vom Grundsatz des Wohnsitzgerichtsstandes Ausnahmen vorsehen.

Ein Blick auf die Rechtsentwicklung seit Erlass von Art. 59 aBV zeigt auf, dass dieser im Verlaufe der Zeit zunehmend an Bedeutung verloren hat. Ursprünglich geschaffen zur Vermeidung von Kompetenzkonflikten im Bundesstaat und der Abgrenzung kantonaler Zuständigkeiten wurde der Verfassungsartikel allmählich durch Regelungen in diversen Erlassen des Bundesprivatrechtes ausgehöhlt, die

unter dem Aspekt des sozialen Zivilprozesses oder zum Zwecke der effizienten und einheitlichen Anwendung des materiellen Bundesrechts direkte örtliche Zuständigkeiten aufstellten⁸. Auch gemäss Lehre und Rechtsprechung wurden Ausnahmen vom «Wohnsitzrichter» nach Art. 59 aBV anerkannt (so z. B. bei notwendiger Streitgenossenschaft, für realobligatorische Ansprüche und für die konnexe Widerklage). Auf internationaler Ebene wurde Art. 59 aBV durch den Gerichtsstand des Vertragserfüllungsortes (Art. 5 Nr. 1 LugÜ), des Deliktsortes (Art. 5 Nr. 3 LugÜ) und des Domizils eines Streitgenossen (Art. 6 Nr. 1 LugÜ) durchbrochen.

2. Vermeidung von Selbstdiskriminierung

Auf internationaler Ebene herrschen durch das Bundesgesetz vom 18. Dezember 1987 über das Internationale Privatrecht (IPRG)⁹ und das LugÜ Rechtseinheit im Zuständigkeitsrecht. In materieller Hinsicht stehen der klagenden Partei im internationalen Streit diverse moderne Gerichtsstände zur Verfügung: so z. B. der Gerichtsstand am Erfüllungsort des Vertrages (Art. 5 Nr. 1 LugÜ), am Deliktsort (Art. 5 Nr. 3 LugÜ) oder am Domizil eines Streitgenossen (Art. 6 Nr. 1 LugÜ). Das schweizerische Landesrecht stellt diese Gerichtsstände entweder überhaupt nicht oder zumindest nicht im interkantonalen Verhältnis zur Verfügung. Sodann stand dem «eurointernationalen» Erfüllunggerichtsstand landesintern bisher Art. 59aBV entgegen. Dadurch, dass international eine attraktivere Gerichtsstandsordnung herrscht, werden die eigenen Bürgerinnen und Bürger diskriminiert. Ebenso bei der Vollstreckung: während bei der interkantonalen Vollstreckung eines Gerichtsentseides die verurteilte Partei geltend machen kann, das einst urteilende Gericht sei (örtlich) nicht zuständig gewesen, steht eine solche Einrede im «eurointernationalen» Verhältnis grundsätzlich nicht mehr zur Verfügung (Art. 28 Abs. 4 LugÜ). Dies führt zum rechtspolitisch unhaltbaren Resultat, dass ein ausländisches Urteil mehr Durchschlagskraft geniesst als das inländische. Gemildert wurde dieser Zustand zumindest im Bereich der Vollstreckung von Geldforderungen anlässlich der Revision von Art. 81 Abs. 2 SchKG¹⁰.

II. Grundlagen

1. Prinzipien des GestG

Das GestG übernimmt grundsätzlich die Gerichtsstände des geltenden Rechts. Materielle Neuerungen werden v. a. vorgenommen, um Ungereimtheiten mit dem LugÜ zu beseitigen, Neuerungen des internationalen Rechts aufzunehmen (wie z. B. im

Konsumentenrecht) oder um der jüngeren Entwicklung des materiellen Privatrechts oder des kantonalen Zivilprozessrechts Rechnung zu tragen. Indes soll das GestG gemäss Botschaft keiner weitergehenden Vereinheitlichung des Zivilprozessrechts vorgreifen. Es handelt sich vielmehr um den Nachvollzug dessen, was für grenzüberschreitende Streitigkeiten bereits verwirklicht ist: eine einheitliche Zuständigkeitsordnung.¹¹

2. Geltungsbereich des GestG

Das GestG hat rein binnenrechtlichen Charakter (Art. 1 Abs. 1 GestG).¹² Nicht erfasst werden die örtlichen Zuständigkeiten auf dem Gebiet des Kinderschutzes und des Vormundschaftsrechts (Abs. 2 lit. a). Die Zuständigkeiten des SchKG für SchKG-Klagen bleiben ebenfalls unberührt und für die schweizerische Binnen- und Hochseeschifffahrt sowie für die Luftfahrt¹³ wurde ein Vorbehalt angebracht (Abs. 2 lit. b und c). Abgesehen von diesen Ausnahmen regelt das GestG die örtliche Zuständigkeit für *bundesrechtliche Zivilsachen* abschliessend. Als Zivilsachen gelten dabei sowohl Zivilstreitigkeiten als auch Fälle der freiwilligen Gerichtsbarkeit. Für kantonale Bestimmungen in diesem Bereich bleibt nur noch insofern Raum, als das GestG solche vorbehält (so z. B. für die Interventions- und Gewährleistungsklage nach Art. 8 GestG und die Adhäsionsklage nach Art. 28 GestG). Die Kantone sind ausserdem frei, für kantonale rechtliche Zivilsachen auch künftig eigene Gerichtsstände vorzusehen.¹⁴ Im Vorentwurf zum GestG wurde zudem klargestellt, dass zwingendes Gerichtsstandsrecht auch mit einer Schiedsabrede nicht unterlaufen werden dürfe. In der Referendumsvorlage wurde der entsprechende Passus¹⁵ indes gestrichen. Gemäss Auskunft von Herrn Fürsprecher Dominik GASSER¹⁶ des Bundesamtes für Justiz wollten die eidgenössischen Räte die Schiedsgerichtsbarkeit nicht beeinträchtigen. Ist eine Sache schiedsfähig, so sollen die Parteien frei sein, nicht nur das Schiedsgericht, sondern auch den Schiedsort frei zu vereinbaren. Materiell bestimmt sich die Schiedsfähigkeit im Binnenverhältnis wie bis anhin nach Konkordat¹⁷ bzw. international nach Art. 177 IPRG.

3. Terminologie und Gerichtsstandsarten im GestG

Zwingende Gerichtsstände werden immer als solche bezeichnet (Art. 2 Abs. 1 GestG). Zwingend sind z. B. Gerichtsstände des Personen- und Familienrechts, im Bereich der Massenschäden, des Anlagefondsgesetzes und der vorsorglichen Massnahmen. *Teilzwingende* Gerichtsstände werden mit der Formulierung «... können nicht zum Voraus oder durch Einlassung auf... verzichten» wiedergegeben und sind bei Konsumentenstreitigkeiten, im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (vgl. Art. 21 GestG) anzutreffen. *Alternative* Gerichtsstände können dispositiv (dies ist der Hauptfall, z. B. bei Klagen aus Delikt), zwingend (so der eherechtliche Gerichtsstand am Wohnsitz der klägerischen oder der beklagten Partei) oder teilzwingend (vgl. Art. 21 GestG) ausgestaltet sein. Auf den missverständlichen Begriff des «ausschliesslichen Gerichtsstandes» wurde zu Recht verzichtet.

4. Aufbau des GestG

Das GestG gliedert sich in folgende acht Kapitel: Gegenstand und Geltungsbereich (1. Kapitel; Art. 1), Allgemeine Gerichtsstandsvorschriften (2. Kapitel: Art. 2–11), Besondere Gerichtsstände (3. Kapitel: Art. 12–32; mit den Teilabschnitten Personen-, Familien-, Erb-, Sachenrecht, Klagen aus besonderen Verträgen, Klagen aus unerlaubter Handlung, Handelsrecht), Vorsorgliche Massnahmen (4. Kapitel: Art. 33), Prüfung der örtlichen Zuständigkeit (5. Kapitel: Art. 34), Identische und in Zusammenhang stehende Klagen (6. Kapitel: Art. 35–36), Anerkennung und Vollstreckung (7. Kapitel: Art. 37), Schlussbestimmungen (8. Kapitel: Art. 38–40).¹⁸

III. Regelwerk des GestG

1. Allgemeine Gerichtsstandsvorschriften

1.1. Wohnsitz, Sitz, Aufenthaltsort und Niederlassung

Der *Gerichtsstand am Wohnsitz bzw. Sitz* der beklagten Partei wird Art. 30 Abs. 2 BV entsprechend in Art. 3 Abs. 1 lit. a und b GestG zum allgemeinen subsidiären Forum erhoben, sofern das GestG nichts anderes vorsieht¹⁹. Mangels Wohnsitzes bestimmt sich die Zuständigkeit nach dem gewöhnlichen *Aufenthaltsort*, wobei Art. 4 GestG diesen selber umschreibt und Art. 24 ZGB ausdrücklich vorbehält. Als Aufenthaltsort gilt analog zum internationalen Recht²⁰ der Ort, an dem eine Person während längerer Zeit lebt, selbst wenn diese Zeit von vornherein befristet ist. Für Klagen gegen den Bund ist ein Gericht in der Stadt Bern zuständig (Art. 3 Abs. 1 lit. c GestG). Öffentlich-rechtliche Anstalten oder Körperschaften des Bundes können an ihrem Sitz eingeklagt werden (Art. 3 Abs. 1 lit. c GestG). Damit wurde grundsätzlich die Regelung von Art. 41 Abs. 2 OG bzw. der entsprechenden Spezialgesetze²¹ übernommen. Indes wurde auf den Gerichtsstand des Hauptortes des Kantons, in dem der Kläger Wohnsitz hat, verzichtet, da das GestG genügend besondere Gerichtsstände vorsieht. So könnte etwa der Bund, wenn er als Versicherer einer Kernanlage auftritt, im Haftpflichtfall auch am Handlungs-ort eingeklagt werden²². In Art. 5 GestG wird die «*Niederlassung*» in umfassender Weise zum Gerichtsstand erhoben²³. Sowohl die Zweigniederlassung von Handelsgesellschaften oder Genossenschaften²⁴ als auch die berufliche oder geschäftliche Niederlassung einer natürlichen Person, einer Einzelfirma und einer Kollektiv- oder Kommanditgesellschaft²⁵ sind davon erfasst.

1.2. Widerklage, Klagenhäufung, Interventions- und Gewährleistungsklage

Art. 6 GestG regelt den Gerichtsstand für die *Widerklage*. Diese kann beim Gericht der Hauptklage erhoben werden, wenn zwischen den beiden Klagen ein sachlicher Zusammenhang besteht²⁶, die Hauptklage rechtshängig ist sowie für die Haupt- und Widerklage die gleiche Verfahrensart vorgesehen ist²⁷. Der Gerichtsstand bleibt bestehen, auch wenn die Hauptklage aus irgendeinem Grund dahinfällt (Art. 6 Abs. 2 GestG)²⁸. Die Konne-

xität von Haupt- und Widerklage wird gemäss den Ausführungen der Botschaft dann bejaht, wenn beide Klagen auf dem gleichen sachlichen oder rechtlichen Grund beruhen²⁹. Entgegen einzelnen kantonalen Prozessgesetzen³⁰ und dem Expertenentwurf genüge blosser Verrechnbarkeit der Ansprüche für das Forum der Widerklage nicht, da sonst eine unnötige Abweichung vom internationalen Recht bestehen bliebe. Nicht aufgenommen wurde sodann der in der Vernehmlassung angeregte Vorschlag, im Gesetz klarzustellen, dass die Widerklageerhebung beim Hauptgericht stets unter Wahrung auch dessen sachlicher Zuständigkeit stehe. Eine solche Einschränkung widerspräche dem geltenden Recht und würde unnötigerweise in das kantonale Recht eingreifen, das regelmässig eine Überweisung der Klagen vorsieht, wenn der Streitwert einer Widerklage die Spruchkompetenz des angerufenen Gerichts übersteigt, sofern nicht zwingendes Recht zum Zwecke der Wahrung der Kompetenz von Sondergerichten (vgl. z. B. Art. 343 Abs. 2 OR) dies verbiete.³¹

Art. 7 GestG regelt zwei wichtige Gerichtsstände des Sachzusammenhangs: die *subjektive Klagenhäufung* bzw. *Streitgenossenschaft* (Abs. 1) und die *objektive Klagenhäufung* (Abs. 2).³² Der Erhebung einer Klage gegen alle (einfachen) Streitgenossen am selben Gerichtsstand stand im interkantonalen Verhältnis – sofern nicht alle Parteien am gleichen Ort Wohnsitz hatten – bisher Art. 59 aBV entgegen.³³ Neu gilt gestützt auf Art. 7 Abs. 1 GestG sowohl für die einfache als auch für die notwendige Streitgenossenschaft, dass das für eine beklagte Partei zuständige Gericht für alle beklagten Parteien gleichzeitig zuständig ist. Bei der *objektiven Klagenhäufung* ist – bei sachlichem Zusammenhang der Ansprüche (d. h. Konnexität tatsächlicher oder rechtlicher Art) – jedes Gericht zuständig, das für einen der Ansprüche zuständig ist (Art. 7 Abs. 2 GestG)³⁴. Zusätzlich zum Gesetzeswortlaut hat bei der subjektiven und objektiven Klagenhäufung die Voraussetzung der gleichen Verfahrensart für die mehreren Klagen zu gelten.³⁵

Neu wird in Art. 8 GestG ein Vorbehalt zugunsten des kantonalen Rechts angebracht, für eine *Interventions- und Gewährleistungsklage* die Zuständigkeit des Gerichtes des Hauptprozesses vorzusehen. Mit Ausnahme der Kantone Valais, Vaud und Genève sehen die meisten Kantone lediglich die Möglichkeit der Nebenintervention³⁶ vor. Angesichts dieses «Schattendaseins» – so der Botschaftstext³⁷ – der Interventionsklage, habe man davon abgesehen, den Gerichtsstand von Bundesrechts wegen für alle Kantone einzuführen. Art. 8 GestG sei daher als Bestandesgarantie gegenüber den Kantonen zu verstehen, die dieses Forum bereits eingeführt haben. Insofern wird auch der Vorbehalt in Art. V des Protokolls Nr. 1 zum LugÜ im Zuge der LugÜ-Revision zu streichen sein.

1.3. Gerichtsstandsvereinbarung, Einlassung, Freiwillige Gerichtsbarkeit

Soweit das Gesetz nichts anderes vorsieht³⁸, können die Parteien nach Art. 9 Abs. 1 GestG für einen bestehenden oder für einen künftigen Rechtsstreit über Ansprüche aus einem bestimmten und genau bezeichneten Rechtsverhältnis einen *Gerichtsstand verein-*

baren. Der gültig prorogierte Gerichtsstand ist diesfalls ausschliesslich, so dass jedes andere angerufene Gericht sich auf die entsprechende Einrede des Beklagten hin für unzuständig zu erklären hat.³⁹ Geht aus der Vereinbarung nichts anderes hervor, so kann die Klage nur am vereinbarten Gerichtsstand angehoben werden. Für die Praxis wichtig ist die Lockerung der Formvorschriften im zweiten Absatz. Wie bis anhin ist grundsätzlich Schriftlichkeit erforderlich. Dieser gleichgestellt werden alle Formen der Übermittlung, die den Nachweis durch Text ermöglichen, wie namentlich Telex, Telefax und E-Mail (Art. 9 Abs. 2 lit. a GestG)⁴⁰. Auch eine mündliche Vereinbarung mit schriftlicher Bestätigung (sog. halbe Schriftlichkeit) genügt (Art. 9 Abs. 2 lit. b GestG)⁴¹. Auf die Übernahme der «typographischen Rechtsprechung» des Bundesgerichts wurde bewusst verzichtet, weil in sensiblen Rechtsgebieten – wie z. B. dem Konsumentenschutz – Gerichtsstandsklauseln im Sinne eines generellen Vorausverzichts ohnehin unzulässig wären (z. B. in AGB eines Konsumgüterleasingvertrages; vgl. Art. 21 GestG)⁴². Gemäss Art. 39 GestG bestimmt sich die Gültigkeit von Gerichtsstandsvereinbarungen nach bisherigem Recht, wenn sie vor dem Inkrafttreten des GestG getroffen worden sind. Die Formerleichterungen gelten somit grundsätzlich erst für Prorogationen nach dem 1. Januar 2001. Wurde eine Gerichtsstandsvereinbarung indes vor dem Inkrafttreten des GestG abgeschlossen, kommt sie aber erst danach zum Tragen, weil der Streit erst danach ausbricht, bestimmt sich die Gültigkeit nach neuem Recht⁴³.

Art. 10 GestG regelt die *Einlassung*. Danach wird das angerufene Gericht zuständig, wenn sich die beklagte Partei unzweideutig zur Sache äussert, ohne die Einrede der Unzuständigkeit zu erheben.⁴⁴ Bei zwingenden und gemäss Botschaft⁴⁵ auch bei bloss teilzwingenden Gerichtsständen ist die Einlassung ausgeschlossen. Sowohl bei der Prorogation als auch bei der Einlassung kann das Gericht bei mangelndem örtlichen oder sachlichen Bezug die Zuständigkeit ablehnen (Art. 9 Abs. 3 und Art. 10 Abs. 2 GestG). Demgegenüber ist das *forum non conveniens* im internationalen Bereich beschränkt (Art. 5 IPRG) und existiert im eurointernationalen Verhältnis nicht (Art. 17 LugÜ).

In Angelegenheiten der *freiwilligen Gerichtsbarkeit* ist das Gericht am Wohnsitz oder Sitz der geschuchstellenden Partei zuständig, sofern das Gesetz nichts anderes bestimmt (Art. 11 GestG).

2. Besondere Gerichtsstandsbestimmungen

2.1. Personenrecht

Für Klagen aus *Persönlichkeits- und Datenschutz* ist das Gericht am Wohnsitz oder Sitz einer der Parteien zuständig für Klagen aus Persönlichkeitsverletzung, Begehren um Gegendarstellung, Klagen auf Namensschutz und auf Anfechtung einer Namensänderung⁴⁶ sowie für Klagen und Begehren nach Art. 15 DSGVO⁴⁷ (Art. 12 GestG). Für Begehren um *Verschollenerklärung* ist das Gericht am letzten bekannten Wohnsitz der verschwundenen Person zwingend zuständig (Art. 13 GestG). Der bisherige Richter der Heimat bei Verschollenerklärung gemäss Art. 35 Abs. 2 ZGB⁴⁸ und das Heimatprinzip bei Klagen auf Namensschutz (vgl. BGE 60

ll 387) und auf Anfechtung einer Namensänderung nach Art. 30 Abs. 3 in Verbindung mit Art. 28b ZGB entfallen somit⁴⁹. Für Begehren auf *Berichtigung des Zivilstandsregisters* ist das Gericht am Ort des Registers zwingend zuständig (Art. 14 GestG).

2.2. Familienrecht

Im Bereich der *eherechlichen Begehren und Klagen* nach Art. 15 GestG ist das Gericht am Wohnsitz einer Partei zwingend zuständig für Eheschutzmassnahmen (wobei hierunter neben dem Eheschutz im engeren Sinne auch die Durchsetzung der eherechtlichen Auskunftspflicht, die Anordnung der Gütertrennung oder die Einräumung von Zahlungsfristen fällt⁵⁰), für «Auflösungsklagen» wie Ungültigerklärung, Scheidung oder Trennung der Ehe einschliesslich der damit verbundenen Nebenfolgen (z. B. dem nachehelichen Unterhalt, der Kinderzuteilung und -alimente), Klagen über die güterrechtliche Auseinandersetzung, unter Vorbehalt derjenigen bei Tod eines Ehegatten (wofür Art. 18 GestG gilt) sowie für Klagen auf Ergänzung oder Abänderung eines Scheidungs- oder Trennungsurteils.⁵¹ Für *Klagen auf Feststellung und Anfechtung des Kindsverhältnisses* ist das Gericht am Wohnsitz einer Partei zur Zeit der Geburt beziehungsweise der Adoption oder der Klage zwingend zuständig (Art. 16 GestG).⁵² Für *Unterhalts- und Unterstützungsklagen* ist nach Art. 17 GestG das Gericht am Wohnsitz einer Partei zwingend zuständig für Unterhaltsklagen der Kinder gegen ihre Eltern unter Vorbehalt der Festlegung des Unterhaltes im Rahmen von Art. 15 und 16 GestG (lit. a) sowie für Klagen gegen unterstützungspflichtige Verwandte (lit. b).⁵³

2.3. Erbrecht

Für *erbrechtliche Klagen*⁵⁴ sowie für *Klagen über die güterrechtliche Auseinandersetzung bei Tod eines Ehegatten* ist das Gericht am letzten Wohnsitz des Erblassers oder der Erblasserin zuständig (Art. 18 Abs. 1 GestG)⁵⁵. Wie auch schon nach Art. 538 ZGB ist der erbrechtliche Gerichtsstand nach GestG nicht zwingend. Vorschriften in kantonalen Prozessgesetzen, die für Klagen der Erbschaftsgläubiger gegen den unverteiltten Nachlass den Gerichtsstand am letzten Wohnsitz des Erblassers oder der Erblasserin vorsehen, sind mangels Parteifähigkeit des Nachlasses systemwidrig⁵⁶ und werden durch das GestG aufgehoben. Durch Art. 18 GestG unberührt bleibt freilich die beschränkte betriebsrechtliche Parteifähigkeit der Erbschaft nach Art. 49 SchKG. Für *Massnahmen* im Zusammenhang mit dem Erbgang ist die Behörde am letzten Wohnsitz des Erblassers oder der Erblasserin zuständig. Ist der Tod indes nicht am Wohnsitz eingetreten, so macht die Behörde des Sterbeortes derjenigen des Wohnortes Mitteilung und trifft die nötigen Massnahmen zur Sicherung der Vermögenswerte am Sterbeort (Art. 18 Abs. 2 GestG)⁵⁷.

2.4. Sachenrecht

Art. 19 GestG regelt Klagen im Zusammenhang mit *Grundstücken*. Nach Art. 19 Abs. 1 GestG ist das Gericht am Ort, an dem das Grundstück im Grundbuch aufgenommen ist oder aufzuneh-

men wäre zuständig für dingliche Klagen (lit. a)⁵⁸, Klagen gegen die Gemeinschaft der Stockwerkeigentümer und -eigentümerinnen (lit. b)⁵⁹, andere Klagen, die sich auf das Grundstück beziehen, wie solche auf Übertragung von Grundeigentum oder auf Einräumung beschränkter dinglicher Rechte an Grundstücken (lit. c).⁶⁰ Dabei können (nur) die Klagen nach lit. c auch beim Gericht am Wohnsitz oder Sitz der beklagten Partei erhoben werden. Bezieht sich eine Klage auf mehrere Grundstücke, so ist das Gericht am Ort zuständig, an dem das flächenmässig grösste Grundstück liegt (Art. 19 Abs. 2 GestG).

Für realobligatorische Ansprüche (z. B. den Streit um ein vorgemerkttes persönliches Recht oder die Klage auf Ausschluss eines Stockwerkeigentümers) und für gemischte Klagen (z. B. wenn neben dem Grundpfandrecht auch die Höhe der Forderung streitig ist) konnte auch unter der Geltung von Art. 59 aBV gemäss Bundesgericht nicht nur am Wohnsitz der beklagten Partei, sondern auch am Ort der gelegenen Sache geklagt werden (vgl. BGE 120 Ia 240 ff.). Neu steht nun für rein obligatorische Klagen, die sich auf ein Grundstück beziehen, auch interkantonal gestützt auf Art. 19 Abs. 1 lit. c GestG neben dem Beklagtengerichtsstand das *forum rei sitae* zur Verfügung.⁶¹ Voraussetzung für die Anwendbarkeit von Art. 19 Abs. 1 lit. c GestG ist, dass der Bezug der Klage zum Grundstück eine gewisse Intensität aufweist. So wäre der Gerichtsstand für die Klage des Unternehmers gegen den Grundstückseigentümer aus Reparaturarbeiten gegeben. Ungenügend wäre der Bezug indessen bei einer Klage des Unternehmers gegen den Architekten, der weder Eigentums- noch Nutzungsrechte am Grundstück hat⁶².

Art. 20 GestG regelt die Klagen im Zusammenhang mit *beweglichen Sachen*. Danach ist für Klagen über dingliche Rechte oder über den Besitz an beweglichen Sachen und über Forderungen, die durch Faustpfand oder Retentionsrecht gesichert sind, entsprechend den kantonalen Rechten und dem ungeschriebenen Bundesrecht das Gericht am Wohnsitz oder Sitz der beklagten Partei oder am Ort, an dem die Sache liegt, zuständig.

2.5. Klagen aus besonderen Verträgen

Unter diesen Abschnitt werden Verträge mit Konsumenten, die Miete und Pacht unbeweglicher Sachen sowie das Arbeitsrecht subsumiert. Vorweg regelt Art. 21 GestG, dass die Gerichtsstände dieses Abschnittes *teilzwingend* sind. So können der Konsument oder die Konsumentin, die mietende oder pachtende Partei von Wohn- oder Geschäftsräumen, die pachtende Partei bei landwirtschaftlichen Pachtverhältnissen sowie die stellensuchende oder arbeitnehmende Partei nicht zum Voraus oder durch Einlassung darauf verzichten.⁶³ Sodann wird der Klägergerichtsstand einheitlich für alle *Konsumentenstreitigkeiten* als allgemeines Institut eingeführt (Art. 22 Abs. 1 lit. a GestG).⁶⁴ Als Konsumentenverträge galten schon bisher Haustürgeschäfte und ähnliche Verträge, Abzahlungs- und Vorauszahlungsverträge, Konsumkreditverträge, Verträge mit Kleinreisenden nach HRG und nach dem Bundesgesetz vom 18. Juni 1993 über Pauschalreisen⁶⁵. Neu können auch Versicherungsverträge Konsumenten

tensachen sein, wobei davon alle Personen erfasst werden, für die der Versicherungsvertrag Rechte oder Pflichten begründet (also Versicherungsnehmer, versicherte oder begünstigte Person). Als Konsumentenverträge gelten nach Art. 22 Abs. 2 GestG allgemein «Leistungen des üblichen Verbrauchs, die für die persönlichen oder familiären Bedürfnisse des Konsumenten oder der Konsumentin bestimmt sind und von der anderen Partei im Rahmen ihrer beruflichen oder gewerblichen Tätigkeit angeboten werden»⁶⁶. Die neue Bestimmung vereinfacht das geltende Recht und verstärkt den Konsumentenschutz⁶⁷.

Für Klagen aus *Miete und Pacht unbeweglicher Sachen* sind die Schlichtungsbehörde und das Gericht am Ort der Sache zuständig (Art. 23 Abs. 1 GestG). Für Klagen aus landwirtschaftlicher Pacht ist das Gericht am Wohnsitz oder Sitz der beklagten Partei oder am Ort der gepachteten Sache zuständig (Art. 23 Abs. 2 GestG).⁶⁸ Neu ist der Gerichtsstand bei Klagen aus Miete oder Pacht von Geschäftsräumen teilzwingend (Art. 21 Abs. 1 lit. b und Art. 23 GestG). Bisher galt dieser Schutz nur bei Wohnräumen.

Für *arbeitsrechtliche Klagen* ist das Gericht am Wohnsitz oder Sitz der beklagten Partei oder am Ort, an dem der Arbeitnehmer oder die Arbeitnehmerin gewöhnlich die Arbeit verrichtet, zuständig (Art. 24 Abs. 1 GestG)⁶⁹. Für Klagen einer stellensuchenden Person oder gestützt auf das AVG ist zusätzlich das Gericht am Ort der Geschäftsniederlassung der vermittelnden oder verleihenden Person zuständig (Art. 24 Abs. 2 GestG). Während dieser letztere Gerichtsstand nach dem AVG bisher allgemein für «Streitigkeiten aus Vermittlungsverhältnis» galt, ist er im GestG explizit auf Klagen der schwächeren Partei beschränkt. Dies hat zur Folge, dass der Arbeitsvermittler oder -verleiher ab Inkrafttreten des GestG nicht mehr am Ort der eigenen Niederlassung klagen kann. Der Streit zwischen dem Arbeitsverleiher und dem Einsatzbetrieb bleibt wie bis anhin von vornherein von der arbeitsrechtlichen Zuständigkeitsordnung ausgenommen. Bei vorübergehend entsandten Arbeitnehmern und Arbeitnehmerinnen ist zusätzlich zu den in Abs. 1 und 2 genannten Gerichten das Gericht am Entsendeort – d. h. dem vorübergehenden Einsatzort – zuständig für Klagen betreffend Ansprüche aus der Zeit der Entsendung.⁷⁰

2.6. Klagen aus unerlaubter Handlung

Für Klagen aus unerlaubter Handlung erklärt die *Generalklausel* von Art. 25 GestG das Gericht am Wohnsitz oder Sitz der geschädigten Person oder der beklagten Partei oder am Handlungs- oder am Erfolgsort für zuständig.⁷¹ Unter den Begriff der unerlaubten Handlung werden laut Botschaft Ansprüche aus Art. 41 ff. OR, Kausal- und Gefährdungshaftungen, alle ausservertraglichen Rechtsverletzungen, Verletzungstatbestände des Immaterialgüterrechts, UWG⁷² sowie Wettbewerbsbehinderungen nach KG subsumiert⁷³. Der Gerichtsstand am Wohnsitz oder Sitz der klagenden Partei nach Art. 14 Abs. 2 KG entfällt formell. Massgebend ist der Erfolgsort gemäss Art. 25 GestG. Da sich die Wettbewerbsbehinderung zwangsläufig aber auch am Wohnsitz, Sitz oder der Niederlassung des Klägers auswirkt, bleibt der Klägergerichtsstand materiell erhalten, weshalb das GestG den

Schutz der geschädigten Person nicht schmälert. Materiell unverändert bleiben die Zuständigkeiten des Immaterialgüterrechts. Für UWG-Streitigkeiten tritt neu zum allgemeinen Domicilgerichtsstand des Beklagten der Gerichtsstand am Handlungs- oder am Erfolgsort alternativ hinzu.

Für Klagen aus *Motorfahrzeug- und Fahrradunfällen* ist nach Art. 26 GestG der Gerichtsstand am Unfallort massgebend.⁷⁴ Es handelt sich hierbei um einen spezifischen Anwendungsfall des Handlungsortes. Auch direkte Klagen gegen den Haftpflichtversicherer sind dort zu erheben. Für die örtliche Zuständigkeit im Strassenverkehrsrecht keine Rolle spielt hingegen – wie bereits nach geltendem Recht – der Erfolgsort. Auch Spätfolgen eines Unfalles sind am Unfallort einzuklagen und nicht etwa dort, wo sich die Spätfolgen manifestieren⁷⁵. Gemäss Art. 84 SVG bestand noch die Möglichkeit bei Einverständnis aller Geschädigten, die noch nicht abgefunden sind, die Klage am Wohnsitz eines Haftpflichtigen bzw. am Sitz der Versicherungsunternehmung anzubringen. Dies entfällt in Zukunft, da gemäss Botschaft⁷⁶ die Beweismasse es gebietet, alle Klagen an einem Ort zu konzentrieren.

Neu regelt Art. 27 GestG erstmals einen Gerichtsstand für *Massenschäden*. Hierfür ist zwingend das Gericht am Handlungsort, d. h. am Tat- oder Erfolgsort, zuständig. Für den Begriff der Massenschäden ist gemäss Botschaft nicht die Schadenssumme massgebend, sondern allein die Zahl der geschädigten Menschen. Es muss sich dabei um eine grössere Anzahl von Menschen handeln. Von einer Masse im Sinne von Art. 27 GestG könne etwa ab 40–50 Personen die Rede sein, was regelmässig lediglich bei eigentlichen Gross-Katasprophen wie Kernreaktor-Unfällen, Staudammbrüchen oder Hotelbränden der Fall sein dürfte. Ebenso können grosse Verkehrsunfälle (z. B. Massenkarambolagen) oder andere Ereignisse wie z. B. kollektive Lebensvergiftungen darunter fallen.⁷⁷

Kann der Handlungsort nicht eruiert werden, so greift nach dem Gesetzeswortlaut subsidiär der allgemeine Gerichtsstand.

In Art. 28 GestG wird die Zuständigkeit des Strafgerichtes für die Beurteilung der Zivilansprüche (Adhäsionsklage) vorbehalten.⁷⁸

2.7. Handelsrecht

Im *gesellschaftsrechtlichen Bereich* regelt das GestG gesondert nur die Verantwortlichkeitsklage. Diese ist gemäss Art. 29 GestG am Domicil der beklagten Partei oder Sitz der Gesellschaft zu erheben.⁷⁹ Für Klagen, die den Bestand der Gesellschaft zum Gegenstand haben, die Anfechtung von GV-Beschlüssen oder Begehren um Einsetzung eines Sonderprüfers betreffen, gilt die allgemeine Zuständigkeit gemäss Art. 3 lit. b GestG am Sitz der beklagten juristischen Person. Es wurde bewusst davon abgesehen, die zunächst diskutierte Einführung eines zwingenden forums am Gesellschaftssitz tatsächlich umzusetzen, da man die Schiedsgerichtsbarkeit für diese Streitigkeiten nicht ausschliessen wollte.⁸⁰ Wie bisher⁸¹ ist nach Art. 30 GestG das Gericht am Sitz der Gesellschaft bzw. am Wohnsitz des Schuldners für die *Kraftloserklärung* von Aktien und anderen Wertpapieren und das Gericht am Zahlungsort

für *Zahlungsverbote* aus Wechsel und Check und für deren Kraftloserklärung zuständig.⁸² Auch für die richterliche Ermächtigung eines Gläubigers zur Einberufung der Gläubigerversammlung bei *Anleihensobligationen* gilt der Gerichtsstand des bisherigen Rechts⁸³, nämlich am gegenwärtigen oder am letzten Wohnsitz des Schuldners oder am Ort seiner Geschäftsniederlassung (Art. 31 GestG). Für Klagen der Anleger aus AFG⁸⁴ ist das Gericht am Sitz der Fondsleitung zwingend zuständig (Art. 32 GestG).⁸⁵

3. Vorsorgliche Massnahmen

Für vorsorgliche Massnahmen (sowohl vorprozessuale wie auch jene nach Rechtshängigkeit des Prozesses) ist zwingend die Zuständigkeit am Ort des Hauptsachegerichtes oder am Ort, an dem die Massnahme vollstreckt werden soll, gegeben (Art. 33 GestG).⁸⁶ Der Entwurf wollte noch differenzieren, indem die vorprozessualen Massnahmen am Ort der Hauptsachezuständigkeit und bei Dringlichkeit am Vollstreckungsort, die prozessualen indessen nur am Hauptsachegericht (wobei hierfür neben der örtlichen auch die sachliche Zuständigkeit geregelt gewesen wäre) hätten anbegehrt werden können. In den Beratungen befand man, dass auch für den prozessualen vorsorglichen Rechtsschutz der Vollstreckungsort zur Verfügung stehen solle.⁸⁷ Die Bestimmung regelt somit die (alternative und zwingende) Zuständigkeit für den Erlass von vorsorglichen Massnahmen vor und während der Rechtshängigkeit des Hauptprozesses übereinstimmend.⁸⁸ Die Regel nach Art. 33 GestG gilt ebenso für die in kantonalen Prozessgesetzen sowie in den Bundesgesetzen vorgesehenen vorsorglichen Beweisabnahmen, nicht aber für kantonale vorsorgliche Beweissicherungen, welche ohne glaubhafte Beweisgefährdung zwecks Abklärung der Prozesschancen (wie z. B. Art. 222 ZPO BE) durchgeführt werden.⁸⁹

4. Prüfung der örtlichen Zuständigkeit

Gemäss Art. 34 Abs. 1 GestG *prüft* das Gericht die *örtliche Zuständigkeit von Amtes wegen*⁹⁰. In Fällen, in denen ein anderes Gericht zwingend oder teilzwingend zuständig ist, führt dieser Grundsatz dazu, dass das prüfende Gericht sich für unzuständig erklären muss. Bei anderen Gerichtsständen muss der Nichteintretensentscheid nur auf begründete Einrede des Beklagten hin erfolgen, zumal in diesem Fall auch Einlassung möglich ist. Art. 34 Abs. 2 GestG stellt dem Kläger eine 30-tägige Notfrist zur Verfügung, innert welcher er die «mangels örtlicher Zuständigkeit zurückgezogene oder zurückgewiesene Klage» beim zuständigen Gericht neu anzubringen hat. Bei Einhaltung der Frist bleiben die Wirkungen der Klageanhebung und damit der Rechtshängigkeit (vgl. Art. 38 GestG) ab dem Zeitpunkt der Ersteinreichung beim örtlich unzuständigen Gericht gewahrt.

5. Identische und in Zusammenhang stehende Klagen

Zur Vermeidung «doppelter Rechtshängigkeiten» bzw. widersprüchlicher Urteile für Fälle, in denen identische oder konnexe

Klagen an mehreren Orten hängig sind, wurden in Anlehnung an das internationale Recht Art. 35 GestG (Identische Klagen) und Art. 36 GestG (In Zusammenhang stehende Klagen) eingeführt. Werden bei mehreren Klagen *über denselben Streitgegenstand zwischen denselben Parteien* rechtshängig gemacht, so setzt gemäss Art. 35 Abs. 1 GestG jedes später angerufene Gericht das Verfahren aus, bis das zuerst angerufene Gericht über seine Zuständigkeit entschieden hat. Nach Abs. 2 der Bestimmung tritt ein später angerufenes Gericht auf die Klage nicht ein, sobald die Zuständigkeit des zuerst angerufenen Gerichtes feststeht. Die Frage, welches Gericht als zuerst angerufenes zu gelten hat, bestimmt sich nach dem Zeitpunkt des Eintrittes der Rechtshängigkeit. Dieser bestimmt sich seinerseits nach dem kantonalen Recht. Der Vorschlag des bundesrätlichen Gesetzesentwurfes (Art. 38 VE GestG), die Rechtshängigkeit einheitlich auf Bundesebene zu regeln, wurde von den Räten verworfen mit dem Hinweis darauf, man wolle durch die Regelung dieser materiellen Frage nicht der Vereinheitlichung des Zivilprozessrechtes vorgehen und nicht unnötig in die kantonale Zuständigkeit eingreifen⁹¹. Als Prozessvoraussetzung wäre die Prüfung dogmatisch von Amtes wegen vorzunehmen. Die Botschaft weist indes zu Recht darauf hin, dass in praxi die Gerichte keine weitläufigen Abklärungen treffen können, sodass die Litispendenz regelmässig nur auf Einrede der mehrfach beklagten Partei Berücksichtigung finden wird⁹².

Werden bei mehreren Gerichten Klagen rechtshängig gemacht, die miteinander *in sachlichem Zusammenhang* stehen, so kann nach Art. 36 Abs. 1 GestG jedes später angerufene Gericht das Verfahren aussetzen, bis das zuerst angerufene entschieden hat. Nach Abs. 2 der Bestimmung kann das später angerufene Gericht die Klage an das zuerst angerufene Gericht überweisen, wenn dieses mit der Übernahme einverstanden ist⁹³. Während bei identischen Klagen das zweitangerufene Gericht bei Zuständigkeit des erstangerufenen seine Zuständigkeit ablehnen muss, handelt es sich bei konnexen Klagen um eine Kann-Vorschrift. Voraussetzung für die Anwendung von Art. 36 GestG ist – wie in Art. 22 Abs. 3 LugÜ ausdrücklich festgehalten – ein derart enger sachlicher Zusammenhang zwischen den Klagen, dass die Vermeidung widersprüchlicher Urteile geboten erscheint. Wie bei der Widerklage und der Klagenhäufung ist die erforderliche Konnexität nur gegeben, wenn den verschiedenen Klagen gleichartige faktische Umstände bzw. Rechtsfragen zu Grunde liegen⁹⁴. Das Aussetzen des Verfahrens vor dem zweitangerufenen Gericht kann dabei gemäss Botschaft nur in Frage kommen, falls der Prozess vor dem ersten Gericht entsprechend weit gediehen ist und kurz vor dem Abschluss steht, denn das Verfahren darf nicht unverhältnismässig verzögert werden. Der Weg nach Abs. 1 führt somit nicht zur Vereinigung von Verfahren, sondern ermöglicht es, den später angegangenen Gerichten, wenigstens in Kenntnis des Urteils des zuerst angerufenen Gerichtes zu entscheiden⁹⁵. Das Vorgehen nach Abs. 2 (Vereinigung beim erstangerufenen Gericht) kommt nur in Frage, sofern sich die zu vereinigenden Prozesse vor der gleichen In-

stanz und noch nicht im Urteilsstadium befinden. Ausgeschlossen wäre es somit, ein erstinstanzliches Verfahren ins Rechtsmittelverfahren des andern zu überweisen. Zur Vermeidung negativer Kompetenzkonflikte und Verfahrensverzögerungen haben die Gerichte über die Frage der Zuständigkeit, des Aussetzens und Abwartens oder aber der Vereinigung des Verfahrens einen (mündlichen) Meinungsaustausch zu führen.⁹⁶

6. Anerkennung und Vollstreckung

Mit Art. 37 GestG darf bei der Anerkennung und Vollstreckung eines gerichtlichen Entscheides die Zuständigkeit des Gerichts, das den Entscheid gefällt hat, neu nicht mehr geprüft werden. Nachdem die Einrede der mangelnden örtlichen Zuständigkeit im «eurointernationalen» Verhältnis nach Art. 28 LugÜ nicht greift und mit der Revision des Art. 81 Abs. 2 aSchKG bezüglich der Vollstreckung von Geldforderungen beseitigt wurde, bezieht sich die Bestimmung auf die sog. Realvollstreckung von kantonalen Urteilen im Sinne von Art. 6 lit. b des Konkordates vom 10. März 1977 über die Vollstreckung von Zivilurteilen (SR 276). Die Zuständigkeitseinrede kann somit nur noch im allgemeinen internationalen Verhältnis erhoben werden (vgl. Art. 25 lit. a IPRG).⁹⁷

7. Schlussbestimmungen

Für Klagen, die bei Inkrafttreten des GestG bereits hängig sind, bleibt gemäss Art. 38 GestG der Gerichtsstand bestehen (*pro rogatio fori*). Art. 39 GestG hält eine übergangsrechtliche Regelung zu den Gerichtsstandsvereinbarungen.⁹⁸

IV. Erfüllungserichtsstand

Der Entwurf zum GestG wollte für den Bereich des Vertragsrechts in Art. 22 VE GestG den Erfüllungsort als alternativen Gerichtsstand zum Beklagtengerichtsstand institutionalisieren (analog zu Art. 5 Nr. 1 LugÜ). Schon in der ersten Lesung der nationalrätlichen Rechtskommission wurde dieses Ansinnen fast einstimmig verworfen unter anderem mit der Begründung, dass der Gerichtsstand des Erfüllungsortes zwar für das eurointernationale Verhältnis Sinn mache, für die Schweiz jedoch nicht nötig sei, zumal die geltende Rechtslage nicht geändert werde. Gemäss VOGEL⁹⁹ wurde die Bestimmung im Nationalrat gestrichen, weil der Erfüllungsort nicht immer leicht bestimmbar und daher die Rechtssicherheit nicht gewährleistet sei.

Der Erfüllungserichtsstand nach Art. 5 Nr. 1 EuGVÜ/LugÜ hat in der Rechtsprechung mehr Probleme geschaffen, als solche gelöst, so dass die EU-EFTA-Arbeitsgruppe für die Revision der Abkommen von Brüssel¹⁰⁰ und Lugano¹⁰¹ eine weitgehende Neuerung von Art. 5 Nr. 1 EuGVÜ/LugÜ, d. h. des Gerichtsstandes des Erfüllungsortes vorschlägt.¹⁰² Danach soll der Erfüllungsort bei Waren- und Dienstleistungsverträgen – somit für die meisten in der Praxis vorkommenden Verträge – nicht mehr wie

bisher allgemein nach der *lex causae*, sondern vertragsautonom bestimmt werden. Bei Kaufverträgen soll der Erfüllungsort, sofern die Parteien nichts anderes vereinbart haben, am Ort sein, an den die Kaufsache geliefert wurde oder hätte geliefert werden sollen, und bei Dienstleistungsverträgen dort, wo die Dienstleistung erbracht wurde oder hätte erbracht werden sollen. Für die genannten Verträge soll demnach der Erfüllungsort der sog. charakteristischen Leistung für die Bestimmung der örtlichen Zuständigkeit für die gerichtliche Beurteilung sämtlicher Verpflichtungen, insbesondere auch der Geldforderung, massgeblich sein. Sollte die vorgeschlagene Revision eines Tages für das LugÜ in Kraft treten¹⁰³, wird im «eurointernationalen» Verhältnis praktisch die gleiche Rechtslage gelten wie am 1. Januar 2001 durch das Inkrafttreten des GestG für die Schweiz.¹⁰⁴

V. Schluss

Was als private Initiative des Schweizerischen Anwaltsverbandes anfangs 1994 begann, wird nun als Bundesgesetz über den Gerichtsstand in Zivilsachen sechs Jahre später zu Gesetz.¹⁰⁵

Das GestG leistet einen wesentlichen Beitrag zu einer umfassenden und systematischen Ordnung des nationalen Gerichtsstandswesens und stellt quasi einen ersten Schritt hin zur gesamthaften Vereinheitlichung des übrigen Zivilprozessrechtes unserer 26 kantonalen Ordnungen dar. Wie jede gesetzgeberische Neugeburt wird auch das GestG erst durch seine praktische Anwendung zu erkennen geben, wo die wahren Probleme liegen und welche Lösungswege zu suchen sind. Das Werk kann indes schon heute als ausgereift und ausgewogen qualifiziert werden, so dass die zu lösenden Probleme keine allzu hohen Hürden darstellen dürften.

¹ BBl 1999, S. 2829 ff.

² Vgl. die Referendumsvorlage publiziert in BBl 2000, S. 2183 ff.

³ Vgl. zur Entstehungsgeschichte des GestG zusammenfassend: KARL SPÖHLER/DOMINIK VOCK, Gerichtsstandsgesetz (GestG) – Gesetzesausgabe mit Anmerkungen, Zürich 2000, S. 2 f.

⁴ Gemäss mündlicher Auskunft des Bundesamtes für Justiz.

⁵ EG/EFTA-Übereinkommen von Lugano vom 16. September 1988 über die gerichtliche Zuständigkeit und die Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen (BBl 1990 II, S. 341 ff.; SR 0.275.11; in Kraft für die Schweiz seit dem 1. Januar 1992; LugÜ).

⁶ Vgl. zu den zahlreichen, teilweise umstrittenen übergangsrechtlichen Problemen Alexander R. MARKUS, Der schweizerische Vorbehalt nach Protokoll Nr. 1 Lugano-Übereinkommen: Vollstreckungsaufschub oder Vollstreckungshindernis?, in: ZBJV 1999, S. 57 ff.; JOLANTA KREN KOSTKIEWICZ, Vorbehalt von Art. 1a des Protokolls Nr. 1 zum Lugano-Übereinkommen – quo vadis?, in: SJZ 95 (1999), S. 237 ff.

⁷ Nach den Erläuterungen zum Bundesverfassungsentwurf, Bern 1995, S. 59, sollen auch kantonale Gesetze Ausnahmen vorsehen können. Dieser Auffassung kann nicht gefolgt werden, zumal einerseits bis zum 31. 12. 1999 Abweichungen von Art. 59 aBV ebenfalls nur von Bundesrecht (aufgrund der Nichtzuständigkeit des Bundesgerichtes zur Prüfung der Verfassungsmässigkeit von Bundesrecht gemäss Art. 113 Abs. 3 aBV [heute Art. 191 BV]) festgelegt werden konnten und andererseits wohl eher die Schaffung eines Gerichtsstandsgesetzes ins Auge gefasst wurde als die Zulassung der Derogierung der verfassungsmässigen Gerichtsstandsgarantie durch kantonales Recht.

⁸ Miets- und Arbeitsrecht gemäss Art. 274b und 343 Abs. 1 OR; Wohnsitz des Klägers für Persönlichkeitsschutz nach Art. 28b ZGB; für Widerrufsrecht bei Haustürgeschäften nach Art. 40g OR; Unfallort nach Art. 84 des BG vom 19. Dezember 1958 über den Strassenverkehr (SR 741.01; SVG); Ort der Kernanlage nach Art. 24 Abs. 1 des Kernenergiehaftpflichtgesetzes vom

18. März 1983 (SR 732.44; KHG); Ort des Schadeneintritts nach Art. 40 des BG vom 4. Oktober 1963 über Rohrleitungsanlagen zur Beförderung flüssiger und gasförmiger Brenn- und Treibstoffe (SR 746.1; RLG). Dabei wurde die Verfassungsmässigkeit dieser bundesgerichtlichen Gerichtsstände teilweise in Zweifel gezogen, da gemeinhin eine Zuständigkeit des Bundes nach Art. 64 Abs. 3 aBV nur für solche Regeln des Zivilprozessrechts anerkannt war, welche für die einheitliche und effektive Durchsetzung des materiellen Bundesrechts notwendig waren; Zweckmässigkeit allein genüge nicht (BBl 1999, S. 2833). Gemäss Oskar VOGEL sollte daher mit Art. 30 BV erstens den Verstössen gegen Art. 59 aBV Absolution erteilt werden. Zweitens soll er die Grundlage bilden, um dem Wegfall des Vorbehalts zu Art. 5 Nr. 1 LugÜ gelassen entgegenzusehen und drittens bilde er die verfassungsmässige Grundlage für das GestG (Grundriss des Zivilprozessrechts und des internationalen Zivilprozessrechts, 6. Aufl., Bern 1999 [nachfolgend: ZPR], N 29bf. zu § 22).⁹ SR 291.
- ¹⁰ BG vom 11. April 1889 über das Schuldbetreibungs- und Konkursrecht (SR 281.1). Der revidierte Art. 81 Abs. 2 SchKG enthält die Zuständigkeitseinrede nicht mehr. Im Bereich der Realvollstreckung nach kantonalem Prozessrecht dauert die Selbstdiskriminierung hingegen unvermindert an (vgl. etwa Art. 6 lit. b des Konkordates vom 10. März 1977 über die Vollstreckung von Zivilurteilen [SR 276]).
- ¹¹ Vgl. hierzu auch JÜRGEN BRÖNNIMANN, Vereinheitlichung des Gerichtsstandsrechts – Das Bundesgesetz über den Gerichtsstand in Zivilsachen (GestG), in: Anwaltsrevue 8/1999, S. 11.
- ¹² Das IPRG schafft eine allgemeine internationale Zuständigkeitsordnung. Für das eurointernationale Verhältnis ist das LugÜ mit seinem Zuständigkeitsystem massgeblich (vgl. zum Ganzen BBl 1999, S. 2834 ff.; ferner DOMINIK VOCK: Gerichtsstandsgesetz [GestG], in: KARL SPÜHLER/PETER REETZ/DOMINIK VOCK/BARBARA GRAHAM [Hrsg.], Neuerungen im Zivilprozessrecht, Zürich 2000, S. 26).
- ¹³ Vgl. dazu die in den betreffenden Spezialgesetzen geregelten örtlichen Zuständigkeiten bei SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 7 zu Art. 1 GestG.
- ¹⁴ So könnte der Kanton Graubünden für das Hammerschlagsrecht nach Art. 103 Abs. 1 des Einführungsgesetzes vom 12. Juni 1994 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (BR 210 100) eine eigene Zuständigkeit regeln.
- ¹⁵ Art. 1 Abs. 3 VE GestG.
- ¹⁶ EJPD, Abteilung für Gesetzgebungsprojekte. GASSER war Mitglied der vom Vorstand des Schweizerischen Anwaltsverbandes im Januar 1994 eingesetzten Expertenkommission, die eng mit den Bundesamt für Justiz zusammenarbeitete. Ferner war er mit beratender Stimme in den parlamentarischen Kommissionen für Rechtsfragen bei der Behandlung des GestG zugegen.
- ¹⁷ Vgl. Art. 5 des Konkordates vom 27. März 1969 über die Schiedsgerichtsbarkeit (SR 279).
- ¹⁸ Für einen Kurzüberblick über die allgemeinen und besonderen Gerichtsstandsvorschriften vgl. auch SPÜHLER/VOCK, a. a. O., S. 3 ff.
- ¹⁹ Eine Voranstellung des Prinzips des *actor sequitur forum rei* erfolgt auch in Art. 2 IPRG und Art. 2 LugÜ.
- ²⁰ Vgl. Art. 20 Abs. 1 lit. b IPRG und Art. 5 Nr. 2 LugÜ.
- ²¹ Folgende Gesetze werden hier durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben bzw. abgeändert: Art. 220 Abs. 3 ZGB; Art. 92 Abs. 2 OR; Art. 19 des BG vom 28. März 1905 betreffend die Haftpflicht der Eisenbahn- und Dampfschiffahrtsunternehmungen und der Post (SR 221.112.742; EHG); Art. 46 a des BG vom 2. April 1908 über den Versicherungsvertrag (SR 221.229.1); Art. 75 des BG vom 25. Juni 1954 über die Erfindungspatente (SR 232.14; PatG); Art. 41 des BG vom 23. September 1953 über die Seeschiffahrt unter der Schweizer Flagge (SR 747.30; SSG); Art. 21 Abs. 4 des BG vom 5. Oktober 1990 über die Anschlussgleise (SR 742.141.5); Art. 17 des Postorganisationsgesetzes vom 30. April 1997 (SR 783.1); Art. 17 Abs. 2 des Postgesetzes vom 30. April 1997 (SR 783.0); Art. 19 Abs. 2 und 3 des Telekommunikationsunternehmensgesetzes vom 30. April 1997 (SR 784.11).
BBl 1999, S. 2845.
- ²² Folgende Gesetze werden hier durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben: Art. 642 Abs. 3 OR (Zweigniederlassung der Aktiengesellschaft); Art. 782 Abs. 3 OR (Zweigniederlassung der GmbH); Art. 837 Abs. 3 (Zweigniederlassung der Genossenschaft).
- ²³ Bisher geregelt im Bundesrecht in den Art. 642 Abs. 3, 782 Abs. 3 und 837 Abs. 3 OR.
- ²⁴ Bisher im kantonalen Recht geregelt; vgl. z. B. § 3 ZPO ZH. Für Kantone, die keinen Gerichtsstand der Niederlassung vorsehen – wie z. B. der Kanton Graubünden – wird er durch das GestG neu eingeführt.
- ²⁵ Vgl. Art. 6 Abs. 1 GestG.
- ²⁶ Die letzten beiden Voraussetzungen, welche in Art. 6 Abs. 1 GestG nicht Eingang gefunden haben, sind als *ungeschriebenes Bundesrecht* zu qualifizieren (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 4 zu Art. 6 GestG, mit der Begründung, dass – würde man für die *kantonalrechtliche Natur* plädieren – es zu einer Rechtszersplitterung und im Rechtsmittelverfahren zu Gabelungen kommen würde).
- ²⁷ Wird z. B. die Hauptklage zurückgezogen und wird auf diese mangels örtlicher Zuständigkeit erst gar nicht eingetreten, so bleibt der Gerichtsstand für die Widerklage weiter bestehen.
- ²⁸ BBl 1999, S. 2847.
- ²⁹ Vgl. Art. 14 Abs. 2 ZPO GR bzw. § 15 ZPO ZH, wobei im Kanton Zürich die Verheerbarkeit nur ausreicht, wenn der Hauptkläger Wohnsitz im Kanton Zürich hat.
- ³⁰ Übersteigt der Streitwert einer Widerklage die Spruchkompetenz des angerufenen Gerichtes, ist kantonales Prozessrecht anzuwenden, weil es sich um eine sachliche Zuständigkeit handelt. Entsprechendes gilt, wenn nach kantonalem Prozessrecht der Streitwert von Haupt- und Widerklage zusammengerechnet wird (vgl. z. B. § 19 Abs. 2 ZPO ZH). Die Kantone sehen in der Regel eine Überweisung beider Klagen – von Haupt- und Widerklage – an das für den höheren Streitwert zuständige Gericht vor (vgl. z. B. § 60 Abs. 1 Satz 2 ZPO ZH), es sei denn zwingendes Bundesrecht verbiete dies (z. B. Art. 343 Abs. 2 OR). Ein die Zuständigkeit des Hauptgerichtes übersteigender Streitwert steht einer Widerklage daher nicht entgegen (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 3 zu Art. 6 GestG mit Verweis auf BBl 1999, S. 2847).
- ³¹ Folgende Gesetze werden hier durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben bzw. abgeändert: Art. 64 Abs. 3 des BG vom 9. Oktober 1992 über das Urheberrecht und verwandte Schutzrechte (SR 231.1; URG); Art. 58 Abs. 2 des BG vom 28. August 1992 über den Schutz von Marken und Herkunftsangaben (SR 232.11; MSchG); Art. 14 Abs. 2 des BG vom 6. Oktober 1995 über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen (SR 251; KG).
- ³² Vgl. z. B. BGE 93 II 333 Erw. 3. Für die notwendige Streitgenossenschaft sah die bundesgerichtliche Praxis in Abweichung von Art. 59 aBV indes einen einheitlichen Gerichtsstand vor (vgl. BGE 93 II 200 Erw. 10).
- ³³ Für den innerkantonalen Bereich konnte bei Streitgenossenschaft bereits bisher im Kanton Zürich das Obergericht auf Antrag des Klägers eines der Gerichte für den Prozess gegen alle Beklagten als zuständig erklären (§ 14 ZPO ZH). § 13 ZPO ZH stellt einen Gerichtsstand des Sachzusammenhanges für die objektive Klagenhäufung zur Verfügung, wobei eine Nebensache am Ort der Hauptsache eingeklagt werden muss. In Graubünden ist in Art. 9 ZPO GR der Fall geregelt, da sich eine Klage gegen mehrere Personen in verschiedenen Gerichtssprengeln richtet. Massgebend ist der Gerichtsstand der meisten Beklagten. Bei gleicher Zahl kann der Kläger zwischen den verschiedenen Orten wählen.
- ³⁴ Im Sinne von ungeschriebenem Bundesrecht (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 3 zu Art. 8 GestG, mit Verweis auf Art. 6 GestG; siehe dort).
- ³⁵ Vgl. für den Kanton Zürich §§ 44 und 46 ZPO ZH; für Graubünden Art. 30 und 33 ZPO GR. Während beim System der Streitverkündung mit Intervention der Dritte lediglich als Streithelfer dem Hauptprozess beiträgt und der spätere Prozess über die Regressforderung sich meist an einem andern Ort vor einem anderen Gericht abspielt, wird der Dritte bei der Gewährleistungs- und Interventionsklage ebenfalls Partei im Hauptprozess, wodurch beide Streitfälle auf einmal entschieden werden.
- ³⁶ BBl 1999, S. 2849.
- ³⁷ Zwingende Gerichtsstände i. S. v. Art. 2 Abs. 2 GestG dürfen zu keiner Zeit, teilzwingende nicht zum Voraus wegbedungen werden (vgl. Art. 21 GestG).
BBl 1999, S. 2850.
- ³⁸ Vgl. Art. 5 Abs. 1 IPRG.
- ³⁹ Vgl. Art. 17 Abs. 1 LugÜ. Demgegenüber genügt reine Mündlichkeit nie, auch nicht im kaufmännischen Verkehr. Hier geht das LugÜ weiter, indem es jegliche Dritte lediglich als Streithelfer dem Hauptprozess beiträgt und der spätere Prozess über die Regressforderung sich meist an einem andern Ort vor einem anderen Gericht abspielt, wird der Dritte bei der Gewährleistungs- und Interventionsklage ebenfalls Partei im Hauptprozess, wodurch beide Streitfälle auf einmal entschieden werden.
- ⁴⁰ BBl 1999, S. 2850.
- ⁴¹ Vgl. BBl 1999, S. 2875. Damit herrscht im Vergleich zum IPRG die umgekehrte intertemporale Regelung (BGE 119 II 179 f. Erw. 3 b): Die Frage der Gültigkeit einer Vereinbarung richtet sich nach altem Recht. Die Wirkungen unterstehen dem neuen Recht, soweit sie sich nach dem Inkrafttreten des IPRG verwirklicht haben.
- ⁴² Vgl. zu Handlungen und Unterlassungen in materia, welche nicht als vorbehaltlose Einlassung qualifiziert werden können: FRANK/STRÄULI/MESSMER, Kommentar zur zürcherischen Zivilprozessordnung, 3. Aufl., Zürich 1997, N 9 zu § 12 ZPO ZH.
- ⁴³ BBl 1999, S. 2851.
- ⁴⁴ Lit. a bis c von Art. 12 GestG regeln somit die Zuständigkeit für Klagen aus

- Persönlichkeitsverletzung (Art. 28a ZGB), für Begehren um Gegendarstellung (Art. 28l ZGB) und auf Anfechtung einer Namensänderung (Art. 30 Abs. 3 ZGB). Am gleichen Gerichtsstand sind die mit den erwähnten Klagen verbundenen Begehren auf Schadenersatz, Genugtuung und Gewinnherausgabe zu erheben (vgl. BBl 1999, S. 2852). Werden indes die reparatorischen Klagen nach Art. 28a Abs. 2 ZGB oder Art. 29 Abs. 2 ZGB nicht mit den erwähnten Klagen verbunden, gilt Art. 12 GestG nicht (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 1 zu Art. 12 GestG).
- ⁴⁷ BG vom 19. Juni 1992 über den Datenschutz (SR 235.1).
- ⁴⁸ Hatte die verschwundene Person keinen Wohnsitz, ist der Gerichtsstand an ihrem letzten bekannten Aufenthaltsort gemäss Art. 4 GestG massgeblich (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 2 zu Art. 13 GestG).
- ⁴⁹ Art. 28f Abs. 2 und 28l Abs. 2 ZGB werden folgerichtig ebenfalls aufgehoben.
- ⁵⁰ BBl 1999, S. 2853. Die Sicherstellung von Unterhaltsbeiträgen i. S. v. Art. 132 ZGB ist von lit. a nicht erfasst, denn es handelt sich hierbei nicht um eine Eheschutz-, sondern um eine Vollstreckungsmassnahme.
- ⁵¹ Folgendes Gesetz wird hier durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben bzw. abgeändert: Art. 135 Abs. 1, Art. 180, Art. 186, Art. 190 Randtitel und Abs. 2 sowie Art. 194 ZGB.
- ⁵² Art. 253 ZGB wird durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben.
- ⁵³ Art. 279 Abs. 2 und 3 ZGB werden durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben.
- ⁵⁴ Erbschaftsklage (Art. 598 ff. ZGB), Ungültigkeitsklage (Art. 519 ff. ZGB), Herabsetzungsklage (Art. 535 ZGB), Klage auf Ausrichtung eines Vermächtnisses (Art. 562 ZGB), Teilungsklage (Art. 604 ZGB), Ausgleichungsklage (Art. 626 ff. ZGB), Anfechtung des Teilungsvertrages (Art. 638 ZGB).
- ⁵⁵ Folgende Artikel werden hier durch die Inkraftsetzung des GestG aufgehoben bzw. abgeändert: Art. 194, Art. 538 Abs. 2, Art. 551 Abs. 1 und 3 ZGB und Art. 82 Abs. 2 des BG vom 4. Oktober 1991 über das bäuerliche Bodenrecht (SR 211.412.11; BGBBB).
- ⁵⁶ Vgl. den Überblick über die diesbezüglichen kantonalen Regelungen bei VOGEL, ZPR, N 56 zu § 22. Der Autor bezeichnet diese Gerichtsstände als bundesrechtswidrig (a. a. O., N 59).
- ⁵⁷ Vgl. Art. 551 Abs. 1 und 3 ZGB.
- ⁵⁸ Dazu gehören gemäss Botschaft auch die Besitzerschutz- und -rechtsklagen nach Art. 927 f., Art. 934 Abs. 1 und Art. 936 Abs. 1 ZGB (vgl. BBl 1999, S. 2855), ferner die Grundbuchberichtigungsklage nach Art. 975 ZGB (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 1 a. E. zu Art. 19 GestG).
- ⁵⁹ In diesem Zusammenhang wird Art. 712l Abs. 2 ZGB abgeändert.
- ⁶⁰ Mit der Einführung von Art. 19 GestG werden folgende Artikel abgeändert bzw. aufgehoben: Art. 82 BGBBB; der Einleitungssatz von Art. 27 Abs. 1 des BG vom 16. Dezember 1983 über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (SR 211.412.411); Art. 4 des Eisenbahngesetzes vom 20. Dezember 1957 (SR 742.101; EBG).
- ⁶¹ Vgl. für das innerkantonale Verhältnis z. B. Art. 10 Abs. 2 ZPO GR und § 6 Abs. 2 ZPO ZH.
- ⁶² BBl 1999, S. 2855 ff., 2856.
- ⁶³ Mit Einführung von Art. 21 GestG werden folgende Gesetze aufgehoben: Art. 226l und Art. 274b Abs. 2 OR sowie Art. 11 des BG vom 4. Oktober 1930 über die Handelsreisenden (SR 943.1; HRG).
- ⁶⁴ In diesem Zusammenhang wird Art. 40g OR aufgehoben.
- ⁶⁵ SR 944.3.
- ⁶⁶ Die in Art. 120 Abs. 1 IPRG enthaltene Beschränkung auf «Leistungen des üblichen Verbrauchs» ist zu modifizieren.
- ⁶⁷ BBl 1999, S. 2859.
- ⁶⁸ Folgende Gesetze erfahren eine Abänderung: Art. 274b OR sowie Art. 48 Abs. 2 des BG vom 4. Oktober 1985 über die landwirtschaftliche Pacht (SR 221.213.2).
- ⁶⁹ Terminologisch ist bei Arbeitsstreitigkeiten also nicht mehr der «Ort des Betriebes oder Haushalts, für den der Arbeitnehmer Arbeit leistet» (Art. 343 Abs. 1 OR) massgebend.
- ⁷⁰ Vgl. BBl 1999, S. 2862 f.; Art. 361 OR sowie Art. 10 Abs. 1 und Art. 23 Abs. 1 des BG vom 6. Oktober 1989 über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (SR 823.11; AVG) werden aufgehoben.
- ⁷¹ Mit Einführung von Art. 25 GestG wurden folgende Gesetze abgeändert bzw. aufgehoben: Art. 64 Abs. 1 URG; Art. 58 Abs. 1 MSchG; Art. 75 PatG; Art. 12 Abs. 1 des BG vom 19. Dezember 1986 gegen den unlauteren Wettbewerb (SR 241); Art. 14 Abs. 2 KG; Art. 24 KHG; Art. 4 und 95 Abs. 1 EBG; Art. 15 Abs. 3 des BG vom 29. März 1950 über die Trolleybusunternehmungen (SR 744.21); Art. 40 RLG; Art. 28 f. des BG vom 23. Juni 1986 betreffend die Aufsicht über die privaten Versicherungseinrichtungen (SR 961.01).
- ⁷² BG vom 19. Dezember 1986 gegen den unlauteren Wettbewerb (SR 241; UWG).
- ⁷³ BBl 1999, S. 2864.
- ⁷⁴ Aufgehoben wurde damit Art. 84 SVG.
- ⁷⁵ BBl 1999, S. 2865.
- ⁷⁶ BBl 1999, S. 2865.
- ⁷⁷ BBl 1999, S. 2866.
- ⁷⁸ Damit wurde Art. 86 Abs. 3 PatG aufgehoben.
- ⁷⁹ Damit wurde Art. 761 OR aufgehoben.
- ⁸⁰ BBl 1999, S. 2868.
- ⁸¹ Art. 981 Abs. 2 sowie 1072 Abs. 1 OR.
- ⁸² Damit wurden Art. 981 Abs. 2 OR aufgehoben sowie Art. 1072 Abs. 1 OR abgeändert.
- ⁸³ Art. 1165 Abs. 4 OR.
- ⁸⁴ BG vom 18. März 1994 über die Anlagefonds (SR 951.31; AFG); Art. 68 AFG wird durch Inkrafttreten des GestG aufgehoben.
- ⁸⁵ Das Gesetz spricht lediglich von Anleger. Der Gerichtsstand gilt indes auch für Klagen des Vertreters der Anlegergemeinschaft, welcher die gemeinsamen Rechte der Anlegergemeinschaft vertritt (vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 2 zu Art. 32 GestG, mit Hinweis auf ANDREAS VON PLANTA: zu den Art. 65–68 AFG, in: NEDIM PETER VOGT/ROLF WATTER (Hrsg.), Kommentar zum Schweizerischen Kapitalmarktrecht, Basel/Genf/München 1999, N 4 zu Art. 68 AFG).
- ⁸⁶ Damit wurden folgende Gesetze aufgehoben: Art. 65 Abs. 3 URG, Art. 59 Abs. 3 MSchG; Art. 78 PatG und Art. 47 SSG.
- ⁸⁷ Vgl. hiezu Amtl. Bull. StR 1999, S. 895; Amtl. Bull. NR 1999, S. 2411.
- ⁸⁸ Vgl. SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 1 f. zu Art. 33 GestG.
- ⁸⁹ Vgl. BBl 1999, S. 2869; ferner SPÜHLER/VOCK, a. a. O., N 4 zu Art. 33 GestG.
- ⁹⁰ Eine von der Expertenkommission ursprünglich vorgeschlagene Präzisierung dieses prozessrechtlichen Grundsatzes erübrigt sich gemäss Botschaftstext, da die Art und Weise der Zuständigkeitsprüfung auf gefestigter Praxis beruhe.
- ⁹¹ Vgl. das Votum von NR Jost GROSS, in: Amtl. Bull. NR vom 7. 12. 1992 zu Art. 38 VE GestG.
- ⁹² BBl 1999, S. 2871.
- ⁹³ Vgl. Art. 22 LugÜ.
- ⁹⁴ BBl 1999, S. 2872. Demgegenüber geht der EuGH davon aus, dass der Begriff «im Zusammenhang stehen» nach Art. 22 Abs. 3 EuGVÜ weit auszulegen sei und alle Fälle erfasse, in denen die Gefahr, einander widersprechender Entscheidungen besteht, selbst wenn die Entscheidungen getrennt vollstreckt werden können und sich ihre Rechtsfolgen nicht gegenseitig ausschliessen. Vgl. Entscheid des EuGH vom 6. 12. 1994–406/92, Taty/Maciej Rataj (Slg. 1994 I 5439).
- ⁹⁵ BBl 1999, S. 2872.
- ⁹⁶ BBl, a. a. O.
- ⁹⁷ Vgl. hierzu auch die Ausführungen unter Ziff. I, 2 weiter oben.
- ⁹⁸ Vgl. I. hierzu weiter oben bei Ziff. III, 1.3.
- ⁹⁹ ZPR, N 45f zu § 22.
- ¹⁰⁰ (Europäisches) Übereinkommen vom 27. September 1968 über die gerichtliche Zuständigkeit und die Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen (EuGVÜ).
- ¹⁰¹ LugÜ.
- ¹⁰² Vgl. den Text als Anhang 1 bei Oscar VOGEL, ZPR, S. 443.
- ¹⁰³ Der Zeitpunkt des Inkrafttretens des revidierten LugÜ ist noch offen, da vorerst die Inkraftsetzung der Brüssel-I-Verordnung abgewartet werden soll (vgl. hiezu FRIDOLIN M. R. WALTHER, Neuere Entwicklungen im europäischen und internationalen Prozessrecht – oder: Die Europäisierung, Regionalisierung und Internationalisierung des Prozessrechts, in: Anwaltsrevue 1/2000, FN 35, S. 12).
- ¹⁰⁴ Vgl. einlässlich zur Problematik ALEXANDER R. MARKUS, Revidierte Übereinkommen von Brüssel und Lugano: Zu den Hauptpunkten, in: SZW 5/99, S. 205 ff.; ferner FRIDOLIN M. R. WALTHER, a. a. O., S. 7 ff.
- ¹⁰⁵ Das GestG wurde anlässlich der Frühjahrssession 2000 in der Schlussabstimmung vom Nationalrat mit 183 zu 0 und vom Ständerat mit 42 zu 0 Stimmen angenommen (Amtl. Bull. NR [2000], S. 460; Amtl. Bull. StR [2000], S. 227).

Anwaltsgeheimnis im Anwaltswettbewerb

Michael Pfeifer, Dr. iur., M. B. L.-HSG, Basel

Am 8. Juni 2000 führte das Europainstitut der Universität Zürich eine Veranstaltung für Anwälte durch. Das Thema der Tagung lautete «Professional Legal Services: Vom Monopol zum Wettbewerb». Behandelt wurde aus aktuellem Anlass das damals soeben im Parlament verabschiedete neue Bundesgesetz über die Freizügigkeit der Anwältinnen und Anwälte (Hans Nater) sowie drängende Fragen der Praxis wie die «internationale Freizügigkeit versus grenzüberschreitende Kooperation» (Urs Weber-Stecher), die «Organisationsfreiheit für Anwälte» (Peter Nobel) und das regulatorische Umfeld der anwaltlichen In-house- und Outside-Counsel (Karl Hofstetter und Markus Wirth). Die vom Thema der Tagung vorgegebene Dramatik und Dynamik der Entwicklung bei den Anwälten als Hauptakteure der Professional Legal Services nahmen Referate über die Funktion des Anwalts im Rechtsstaat (Kaspar Schiller) und zur zentralen Bedeutung des Anwaltsgeheimnisses (Michael Pfeifer) auf.

Der Schreibende als Referent zur zentralen Bedeutung des Anwaltsgeheimnisses versuchte das Anwaltsgeheimnis in die von den Begriffen Monopol und Wettbewerb definierte Spannung hineinzustellen.

Wie schon das Thema der Tagung «vom Monopol zum Wettbewerb» zeigt, ist das Umfeld, in dem das Anwaltsgeheimnis diskutiert wird, in einem volkswirtschaftlichen Spannungsfeld situiert, dessen beiden Pole unversöhnlich sind wie Feuer und Wasser, resp. Plus- und Minus-Pole einer Batterie. Monopol hie, Markt da. Mit dem Begriff Monopol assoziieren sich ausschliessliche Vertretung vor Gericht, evtl. auch vor Behörden, es assoziieren sich damit «eigentliche» und traditionelle Anwaltstätigkeit, es assoziiert sich damit das Bild vom Anwalt klassischen Zuschnitts, eines Cicero, eines Maître Floriot, aber natürlich auch eines avocat à la Daumier. Es assoziiert sich der Einzelkämpfer oder Solo-Practitioner, der Nischen-Player und Pikett-Strafverteidiger. Dem gegenüber assoziiert sich mit dem Markt die weit über Vertretung vor Gericht und Behörden hinausgehende, als Business betriebene Tätigkeit im Bereich der Professional Legal Services, es assoziiert sich die Grosskanzlei, die Law Firm, die unter allen Umständen in der Champions League spielen will. Es assoziiert sich die Multidisciplinary Practice (MDP), es assoziieren sich spezialisierte Anwälte mit vorwiegend im angelsächsischen Raum erworbenen Post Graduate-Diplomen. Es assoziiert sich dem Markt aber auch die Rechtsberatung via Telefon und Internet (im Legal Chat-Raum).

Während also die Veränderung der Umwelt, des Umfelds den Beruf des Anwalts über kurze Zeit vom Monopol zum Markt hin entwickelt hat, scheint sich an der Auffassung vom Anwaltsgeheimnis nichts Entscheidendes verändert zu haben. Das Anwaltsgeheimnis soll uneingeschränkt und voll, so wie es im Mo-

nopolbereich gilt, auch im Markt gelten. Es ist zu untersuchen, ob dieses Postulat zurecht erhoben wird und von der Realität gedeckt ist. Andererseits ist den Gründen nachzugehen, die die Gleichwertigkeit resp. die allenfalls fehlende Gleichwertigkeit des Anwaltsgeheimnisses im Monopolbereich und im Markt begründen, und letztlich ist abzuklären, ob es bezüglich Anwaltsgeheimnis Differenzierungen im Monopolbereich und im Markt gibt. Die Ausführungen, die Provokation des Titels aufnehmend, zeigen Grenzen auf, provozieren je nach Standpunkt des Adressaten vielleicht ihrerseits.

Gleichzeitig ist unter dem Stichwort Realien des Anwaltsgeheimnisses darauf hinzuweisen, dass im Bereich der von Standesrecht und Standesregeln gesetzten Rahmenbedingungen für die Ausübung des Berufs des Anwalts dringend noch einige heilige Kühe zu schlachten sind. Unter dieses Bild fallen eine undifferenzierte, um nicht zu sagen unreflektierte, und darum anfällige Praxis zum Berufsgeheimnis (warum kein Berufsgeheimnis für Syndikusanwälte?), eine verabsolutierte, als Voraussetzung für das Auftreten als Anwalt unter dieser Berufsbezeichnung erforderliche Unabhängigkeit (das Freizügigkeitsgesetz lässt grüssen!), aber auch das undifferenzierte Verbot von Erfolgshonoraren. Eine erste heilige Kuh schlachteten die Anwälte, als sie sich mehrheitlich dazu entschlossen, ihren Beruf weniger als Berufung, denn vielmehr als Erwerbstätigkeit auszuüben (und v. a. zu verstehen). Wäre diese heilige Kuh nicht längst geschlachtet, wäre der Titel der Tagung nicht denkbar. Das Bild vom Anwalt im Monopolbereich zieht seine Kraft aus der Bedeutung dieses Monopolbereichs für den Beruf des Anwalts. Zu denken ist dabei an die Bilder von Daumier, für den aus der damaligen Zeit durchaus begrifflich ein fanzösischer Avocat nur in der Robe vor Gericht, auf dem Gang zum oder vom Gericht oder in prozessvorbereitenden oder prozessverarbeitenden Situationen vorstellbar war. Die Realität hat den Anwalt im Monopolbereich Daumieschen Zuschnitts längst und auch in Frankreich überholt. In der Realität des Rechtslebens spielt der Anwalt im Monopolbereich nicht mehr seine ursprüngliche Rolle, er verliert an Bedeutung und wird vom Anwalt ersetzt, der eine immer breitere Palette von Produkten und Dienstleistungen anbietet. Er wird in seiner das Berufsbild bestimmenden Funktion ersetzt werden durch den erfolgreichen Anwalt, d. h. den Anwalt, der am ehesten seine Produkte und seine Dienstleistungen an den Klienten und die Klientin bringt, der mithin auf dem Markt anwaltlicher Dienstleistungen geschickt operiert, der mit anderen Worten im Wettbewerb besteht. Der im Thema der Tagung angesprochene Weg vom Monopol zum Wettbewerb bezeichnet für Anwälte den in der Zeit vollzogenen Schritt von einer längst hinter ihnen liegenden Struktur des Rechtslebens in die Rechtswirklichkeit der heutigen Zeit.

Das Anwaltsgeheimnis hat einen hohen verfassungsrechtlichen Stellenwert. Das Anwaltsgeheimnis ist ein notwendiges Institut des Rechtsstaates, es ist in der Schweiz verfassungsrechtlich gesichert. Seine verfassungsrechtliche Grundlage findet das Anwaltsgeheimnis im ungeschriebenen Grundrecht der persönlichen Freiheit und als Bestandteil der rechtsstaatlichen Rechtspflege in Art. 30 BV (verstanden als Garantie der Verfassungsmässigkeit der Rechtsprechung). SCHLUEP sagte prägnant: «Der Rechtsstaat braucht den Anwalt, um Rechtsstaat zu bleiben» und der Anwalt ist auf den Rechtsstaat angewiesen, um in der Ausübung seines Berufs einen «Beitrag zur Unantastbarkeit der Menschenwürde zu leisten». Das Anwaltsgeheimnis ist als Voraussetzung der funktional richtigen Berufsausübung «Baustein des formellen und materiellen Rechtsstaats». Vor dem Hintergrund solch allgemeiner, unbestrittener, verfassungsrechtlicher Bedeutung des Anwaltsgeheimnisses erstaunt es den unbefangenen Leser der neuen Bundesverfassung, wenn er bemerkt, dass das Anwaltsgeheimnis in der Bundesverfassung nicht erwähnt wird. Eine Spur erstaunter nimmt dieser Leser dann Art. 17 Abs. 3 BV zur Kenntnis, in dem das Redaktionsgeheimnis gewährleistet wird. Im Fehlen der Erwähnung des Anwaltsgeheimnisses bei gleichzeitiger ausdrücklicher Postulierung des Redaktionsgeheimnisses spiegelt sich der Wandel von der Rechtsgemeinschaft zur Informationsgesellschaft. An dieser Stelle unter dem Stichwort «Wandel» ist einzugehen auf die Abgrenzungsfragen zum Umfang des Anwaltsgeheimnisses, wie sie insbesondere seit der neueren Bundesgerichtspraxis zur «normalen» und «nicht berufsspezifischen» Anwaltstätigkeit sich stellen. Dass dabei dem Anwaltsgeheimnis die Realität des heute tätigen Anwalts zugrunde zu legen ist, versteht sich von selbst. Der Schutz durch das Anwaltsgeheimnis entfällt für das Bundesgericht bei «Tätigkeiten ausserhalb der Advokatur, so die Zugehörigkeit zum Verwaltungsrat . . . einer AG oder die Betätigung als Vermögensverwalter». Vor dem Hintergrund des Titels der Veranstaltung «vom Monopol zum Wettbewerb» wecken folgende vom Bundesgericht verwendete Begriffe besonderes Interesse: «Handeln des Anwalts als Geschäftsmann» und «Überwiegen des kaufmännischen gegenüber dem anwaltlichen Element». Es dürfte weitgehend unbestritten sein, dass heutzutage der Beruf des Anwalts resp. die Führung einer Anwaltskanzlei nach kaufmännischen Grundsätzen erfolgt (und erfolgen muss). Anwaltstätigkeit ist somit, wenn eine moderne Berufsausübung zugrundegelegt wird, kommerzielle Tätigkeit. Jede Argumentation, die ausgehend von einer nicht kommerziellen Ausübung des Anwaltsberufs daraus Konsequenzen für die Tragweite des Anwaltsgeheimnisses (und des Standesrechts) zieht, geht daher fehl. Insoweit die Konsequenzen beibehalten werden sollen, bedürfen sie der Ersatzbegründung, ansonsten müssten sie ersatzlos entfallen.

Für ein differenziertes Anwaltsgeheimnis lässt sich festhalten, dass es drei Tests genügen muss, die im konkreten Fall einzeln zu untersuchen sind: Das Anwaltsgeheimnis als Korrelat der Unabhängigkeit des Anwalts gegenüber dem Klienten und Dritten. Das Anwaltsgeheimnis als Korrelat der Unabhängigkeit gegenü-

ber dem Staat und das Anwaltsgeheimnis als Korrelat der rechtsstaatlichen Komponente des Anwalts. Alle drei Komponenten müssen in der einen oder anderen Form kumulativ vorhanden sein, damit ein Anspruch auf den Schutz durch das Anwaltsgeheimnis besteht. Eine entscheidende Rolle bei den beiden ersten Tests spielt sicher auch die Unabhängigkeit des Anwalts in finanzieller Hinsicht. Ein Anwalt muss dann den Schutz durch das Anwaltsgeheimnis anrufen können, wenn die Preisgabe des Geheimnisses ihn dem Klienten gegenüber auftragsuntreu werden lässt (wobei es sich um einen anwaltspezifischen Auftrag handeln muss), wenn die Preisgabe des Geheimnisses den Anwalt dem Vorwurf wohlfeiler Kooperation mit dem Staat aussetzen würde und wenn die Preisgabe des Geheimnisses die rechtsstaatlich bedeutsame Funktion des Anwalts gefährden würde. Dabei kann die Preisgabe des Geheimnisses entweder in der Aufgabe von Dritte ausschliessendem Gewahrsam des Anwalts oder in der Weitergabe von Informationen durch den Anwalt bestehen. Am Beispiel des Anwaltsverwaltungsrats dargestellt heisst das, dass der Anwalt, den ein Klient beauftragt, an seiner Stelle als Mitglied des Verwaltungsrats einer Aktiengesellschaft tätig zu sein, diese Tatsache geheimhalten muss. Er wird aber für Geheimnisse der Aktiengesellschaft, von denen er als Verwaltungsrat Kenntnis erlangt, nicht den Schutz des Anwaltsgeheimnisses beanspruchen können, denn die Aktiengesellschaft hat ihn nicht anwaltlich mandatiert.

Unabhängig davon, ob Anwälte Klienten vor Gericht vertreten oder beraten, sie arbeiten gewinnorientiert, sie betreiben ein Business. Die als Ausnahme zu sehenden Pro bono-Mandate resp. die in der besonderen Situation von Klienten begründeterweise unentgeltlich geführten Mandate, sei es dass ein Klient sich in einer Notlage befindet oder dem konkreten Anwalt aus anderen Gründen so nahe steht, dass dieser nicht Rechnung stellt, bilden Ausnahmen, von denen her nicht zu argumentieren ist. Als anwaltliche Mandate (unabhängig davon, ob es sich um Vertretungs- oder Beratungsmandate handelt) erscheinen dabei Mandate, die voraussetzen, dass der Klient in den Anwalt und dessen Unabhängigkeit vertrauen darf. Sie setzen umgekehrt voraus, dass Anwälte für derartige Mandate das Vertrauen ihrer Klienten dadurch gewinnen, dass sie für ihre eigene Unabhängigkeit sorgen. Daneben können Anwälte, müssen aber nicht, andere Mandate betreuen, wie etwa Verwaltungsratsmandate, geschäftsführende und administrative Mandate, wie sie andere Berufsleute ebenfalls betreuen können. Zwar setzen auch diese Mandate oft Vertrauen des Klienten in den Mandatsträger voraus, es handelt sich dabei aber um das allgemeine Vertrauen in eine Geschäftsbesorgung resp. in einen Beauftragten, wie sie nach Art. 398 OR bei jeder Auftragserteilung vorausgesetzt wird. Es handelt sich um von der jeweiligen Aufgabe, dem jeweiligen Auftrag her definiertes Vertrauen und weniger um von der konkreten Person des Beauftragten her bestimmtes Vertrauen. Dieses Vertrauen lässt sich als Sachvertrauen im Gegensatz zum Vertrauen in die Persönlichkeit bezeichnen. Dem entspricht auch, dass ein Mitglied des Verwaltungsrates, um das Verwaltungs-

ratsmandat in einer das Vertrauen seines Auftraggebers rechtfertigender Weise wahrzunehmen, nicht Anwalt sein muss. Gleiches gilt im Grenzbereich des Testamentsvollstreckers, der zwar üblicherweise Notar ist, insbesondere dann, wenn dieser Testamentsvollstrecker vorweg das Vertrauen des Klienten in Bezug auf die Testamentsvollstreckung aufbauend, ihm ein individuell zugeschnittenes Testament vorschlug und errichtete. Hier wird die Trennung in Sachvertrauen und Vertrauen in die Persönlichkeit sehr schön deutlich. Dass auch juristische Personen Testamentsvollstrecker sein können, ist ebenso unbestritten, wie die Tatsache, dass eine juristische Person nicht als Notar ein Testament errichten kann. Dieses Beispiel ist deshalb so geeignet, weil sich der letztlich nur noch gefühlsmässig zu begründende Unterschied zeigt, was nur natürlichen Personen zugestanden wird und was auch (gerade) juristischen Personen erlaubt ist. Damit Anwälte anwaltliche Tätigkeiten in einer für ihre Klienten akzeptablen Weise ausüben können, und das heisst in einer Weise, die den Klienten das Vertrauen in die Persönlichkeit des An-

walts finden lässt, müssen sie für diese Tätigkeiten den Schutz des Anwaltsgeheimnisses in Anspruch nehmen können. Dagegen können sie für andere, nicht anwaltliche Tätigkeiten diesen Schutz des Anwaltsgeheimnisses nicht schon deshalb beanspruchen, weil sie Anwälte sind. Insofern sind bei Rechtsbeziehungen zwischen Klient und Anwalt, für deren damit verbundene Informationen der Schutz des Anwaltsgeheimnisses vom Klienten und vom Anwalt in Anspruch genommen werden kann, das Vertrauen, das der Klient in den Anwalt setzt, und die Unabhängigkeit, für die der Anwalt zu sorgen hat, sich gegenseitig bedingende Elemente. Eines nicht ohne das andere und umfassend nur beides zusammen. Das ergibt nicht nur eine sachgerechte Lösung für Fragen des Anwaltsgeheimnisses im Bereich der eigentlichen und der anderen Anwaltstätigkeit, sondern führt auch zu befriedigenden Ergebnissen in Fragen der Zulässigkeit und Ausgestaltung der Anwalts- und Rechts-AG und bei der Beurteilung der Zulässigkeit und des Ausmasses eines Anwaltsgeheimnisses von Unternehmensjuristen.

Streit um Domain-Namen: Schiedsgerichte statt Zivilprozess

David Rosenthal, lic. iur., Basel

I. Einführung

Streitigkeiten um Domain-Namen, dem Grundelement einer jeden Internet-Adresse, sind für Wirtschaftskanzleien beinahe zum täglichen Brot geworden. Besonders beliebt sind diese Fälle nicht, zumal der Aufwand selbst bei eindeutiger Rechtslage erheblich sein kann und nicht unbedingt im Verhältnis zum Ergebnis steht. Doch viele Unternehmen haben heute klare Richtlinien, wonach für Domain-Namen, die eigene Rechte verletzen und auf die der Inhaber keinen Anspruch hat, nichts bezahlt wird. So bleibt der Prozess gegen den Domain-Namen-Inhaber unvermeidlich, sollte dieser nach einer Abmahnung nicht freiwillig einlenken.

Doch für bestimmte Fälle gibt es inzwischen eine Alternative. Es ist dies ein rasches, billiges und bequemes Schiedsgerichtsverfahren, das seit letztem Dezember existiert und recht erfolgreiche ist, wie die Statistiken zeigen. Bis September wurden rund 1000 Verfahren bereits durchgeführt und in mehr als drei Vierteln der Fällen wurden strittigen Domain-Namen dem Inhaber weggenommen.

Das Verfahren ist jedoch nicht für alle Streitigkeiten gedacht, sondern nur für jene, in denen Markenrechte von einem Domain-Namen-Inhaber «bösgläubig» verletzt wurden – für Fälle des

«Domain-Name-Grabbing» also, wie dieser Tatbestand im Volksmund zuweilen bezeichnet wird. Das Verfahren steht fast nur für länderunabhängige Domain-Namen mit Endungen (sog. «top level domains») wie «.com», «.net» oder «.org» offen. Für Streitigkeiten um Domain-Namen, die als Endung ein Länderkürzel wie «.ch» oder «.de» haben, ist das Verfahren – mit wenigen Ausnahmen – bisher nicht anwendbar; es ist jedoch damit zu rechnen, dass immer mehr Staaten und auch die Schweiz über die nächsten Jahre ähnliche Verfahren zur rascheren Streiterledigung einführen werden.

II. Rechtliche Grundlagen

Möglich wird das Verfahren über den Vertrag zwischen dem Domain-Namen-Inhaber und der jeweiligen Registrierstelle, die die Domains der genannten länderunabhängigen Top-Level-Domains vergeben hat. Darin ist eine Klausel enthalten, in der sich der Domain-Inhaber zwingend der Schiedsgerichtsbarkeit nach den Regeln der ICANN unterwirft. Diese «Internet Corporation for Assigned Names and Numbers» hat das Verfahren als eine Art Selbstregulierungsorganisation des Internets erfunden; die Registrierstellen beachten es. Entscheidet eines der ICANN-

Schiedsgerichte gegen einen Kunden der Registrierstellen, so wird ihm der Domain-Name weggenommen und sein Registrierungsvertrag aufgelöst.

Die Hauptregeln für dieses Streiterledigungsverfahren wurde in der «Uniform Dispute Resolution Policy» (UDRP) festgelegt. Die ICANN hat bisher weltweit vier Schiedsgerichtsorganisationen akkreditiert, die wiederum zahlreiche Schiedsrichter unter Vertrag haben – darunter auch eine Reihe aus der Schweiz. Eine dieser Organisationen ist die Weltorganisation für Geistiges Eigentum (WIPO), eine UNO-Organisation in Genf.

Wer eine Beschwerde einreicht, was elektronisch geschehen kann, darf wählen, an welches der Schiedsgerichte er sich wenden will; sie haben unterschiedliche Konditionen und Zusatzregelungen. Ihnen allen gleich sind schnelle, einfache und billige Verfahren: Nach 45 bis 50 Tagen liegt ein endgültiger Entscheid vor. Ein staatliches Gericht kann das normalerweise nicht bieten. Auch ist ein Zivilprozess teurer. Einen UDRP-Entscheid für einen Domain-Namen gibt es bereits ab 750 Dollar; es kann aber auch über Dutzende Domain-Namen zugleich verhandelt werden.

III. Einzelne Schiedsrichter

Normalerweise wird ein Fall von einem einzigen Schiedsrichter beurteilt, wobei dieser – von den sehr grundsätzlichen UDRP-Regeln der ICANN abgesehen – faktisch nach freiem Ermessen entscheiden kann. Die Entscheide sind entsprechend widersprüchlich und mitunter schwer nachvollziehbar. Auch in der Qualität gibt es grosse Unterschiede. Stammen beide Parteien aus demselben Land, so sollten normalerweise die dort üblichen Rechtsregeln zur Anwendung kommen; doch meist hängt es letztlich von der Herkunft und Ausbildung des Schiedsrichters ab, welche Rechtsgrundsätze er in der Sache selbst und für Verfahrensfragen zur Anwendung bringt.

Auf Wunsch einer der beiden Parteien kann ein Fall auch von einer Dreier-Besetzung entschieden werden. Dies ist mit höheren Kosten verbunden, wobei in diesem Fall – und nur dann – auch der Beschwerdegegner, falls er selbst das Dreiergericht gewünscht hat, einen Anteil der Gebühren bezahlen muss. Parteientschädigungen werden keine bezahlt. Das Prozessrisiko ist für einen Beschwerdeführer – im Gegensatz zum Beschwerdegegner – somit minim. Unterliegt der Beschwerdeführer, kann er sich ohne Fristendruck und Präjudiz an ein staatliches Gericht wenden.

Das UDRP-Verfahren ist zeitlich straff geregelt. Wird eine Beschwerde bei einem der Schiedsgerichte eingereicht (mit Kopie an der Beschwerdegegner), bleiben dem Schiedsgericht drei Tage, um seinerseits dem Beschwerdegegner eine Kopie zuzustellen. Innerhalb von 20 Kalendertagen muss der Beschwerdegegner antworten; eine Fristerstreckung gibt es normalerweise nicht. Geht keine Replik ein, wird dies mal als volles Eingeständnis bewertet, mal nicht. Es gibt hierzu keine klare Praxis. Binnen fünf Tagen nach Erhalt der Replik muss das Schiedsgericht einen Schiedsrichter ernannt haben, der wiederum binnen 14 Tagen

entscheiden muss. Nach drei weiteren Tagen müssen die Parteien informiert sein. Obsiegt der Beschwerdeführer, so wird der Domain-Name entsprechend seinem Antrag übertragen oder gelöscht, sofern der Beschwerdegegner nicht binnen zehn Werktagen seinerseits eine Zivilklage vor einem ordentlichen Gericht eingereicht hat, was so gut wie nie vorkommen wird; dazu ist die Zeit zu knapp. Viele Beschwerdegegner reagieren gar nicht erst auf die Zustellung einer Beschwerdeschrift.

IV. Beschwerdeschrift

Die Beschwerdeschriften können relativ einfach und der Idee nach auch ohne Rechtsbeistand abgefasst werden. Die Schiedsgerichte kennen immerhin einige spezielle Regeln in formaler Hinsicht. Das Schiedsgericht der WIPO bietet auf seiner Website sogar Vorlagen in elektronischer Form an (www.wipo.int). Die Länge der Eingaben ist begrenzt.

Wer mit einer Beschwerde gegen einen Domain-Namen-Inhaber Erfolg haben will, muss das Gericht davon überzeugen, dass

- a) er als Beschwerdeführer Inhaber einer Marke ist,
- b) diese mit dem fraglichen Domain-Namen gleich oder verwechselbar ähnlich ist,
- c) der Domain-Name sowohl registriert als auch benutzt wurde bzw. wird (wobei der Begriff der Nutzung oft weit interpretiert wurde; eine kennzeichenmässige Nutzung ist nicht erforderlich, auch nicht die Nutzung für eine Website; ein Verkaufsangebot genügt bereits),
- d) die Registrierung und Benutzung bösgläubig erfolgte und
- e) die Registrierung und Benutzung ohne eigene Rechte oder legitime Interessen des Beschwerdegegners erfolgte (wobei dieser letzte Punkt vor allem dem Beschwerdegegner Verteidigungsmöglichkeiten eröffnen soll).

Streitigkeiten zwischen zwei Marken- oder Namensinhabern werden somit nicht erfasst, ebensowenig Fälle, in denen der Domain-Inhaber einen fremden Markennamen gutgläubig benutzt hat. Ob auch eine Verletzung von Namensrecht, wie es Art. 29 ZGB schützt, geltend gemacht werden kann, ist nicht klar; das Verfahren ist an sich für Markeninhaber gedacht. Die Entscheide sind diesbezüglich widersprüchlich. Es muss angenommen werden, dass ein Namensrecht wohl primär bei berühmten Namen etwa von Popstars oder sehr bekannten Unternehmen geltend gemacht werden kann. Zu beachten ist immerhin, dass in den USA ein Markenrecht auch ohne Hinterlegung der Marke zu erlangen ist; für Streitigkeiten in den USA kann dies somit als Grundlage genügen.

Vom engen Fokus des Verfahrens abgesehen ist der heikle Punkt in UDRP-Verfahren meist der Beweis der «Bösgläubigkeit». Das Regelwerk der ICANN zählt darum beispielhaft Situationen auf, in denen Bösgläubigkeit angenommen werden kann. Das ist etwa der Versuch des Domain-Namen-Inhabers,

den Domain-Namen für mehr als nur die eigenen Unkosten an den Markeninhaber oder einen Konkurrenten zu verkaufen. Als bösgläubig gilt auch, wer den Markeninhaber vor der Nutzung einer Domain abzuhalten versucht, indem er systematisch entsprechende Domain-Namen reserviert hat. Es gibt Entscheide, in denen bereits die Registrierung von drei Domain-Namen durch dieselbe Person als systematisch taxiert wurde; in anderen Fällen war mehr nötig. Als weiteres Zeichen für Bösgläubigkeit gilt die Registrierung in der Absicht, einen Konkurrenten in seinem Geschäft zu behindern. Schliesslich deutet auch die Absicht, mit einem Domain-Namen Verwechslungen zu verursachen, um davon zu profitieren, auf Bösgläubigkeit hin.

Ein eigentliches Beweisverfahren gibt es nicht. Die eingereichten Belege wie Markeneinträge oder Unterlagen, die die Nutzung eines Begriffs dokumentieren, werden nicht geprüft. In manchen Fällen kann ohnehin nur mit Indizien argumentiert werden. Hier nehmen es die Schiedsrichter oft nicht so genau. So wurde in einem Fall (Mondich v. Brown, D2000–0004) bereits das Fehlen einer gutgläubigen Nutzung als ausreichender Beweis für die Absicht des Beschwerdegegners erachtet, seinen Domain-Namen verkaufen zu wollen. Ein Verkaufsangebot für einen Domain-Namens muss allerdings nicht zwingend bösgläubig sein; nutzte der Domain-Namen-Inhaber die Domain zuvor mit legitimen Interesse, bleibt er gutgläubig (Avnet v. Aviation Network, D2000–0046). In einem anderen Fall hatte ein Schiedsgericht eine bösgläubig Nutzung als nicht ausreichend betrachtet, weil nicht auch die Registrierung bösgläubig erfolgte (Telaxis Communications v. William E. Minkle, D2000–0005).

V. Verteidigungsmöglichkeiten

Der Beschwerdegegner hat es in der Hand, ein eigenes, legitimes Interesse am fraglichen Domain-Namen aufzuzeigen. Er kann zu diesem Zweck darlegen, dass er den Domain-Namen für ein eigenes, gutgläubiges Angebot von Waren oder Dienstleistungen

oder aber für einen legitimen Handel mit dem Domain-Namen brauchen wollte. Letzteres betrifft zum Beispiel Fälle, in denen ein Wort des allgemeinen Sprachgebrauchs als Domain-Name registriert wurde, um es später zu verkaufen. Trotz allem kann ein solches Wort Markenrechte verletzen. In solchen Fällen entscheiden die Schiedsgericht normalerweise gegen den Beschwerdeführer (z. B. Allocation Network v. Gregory, D2000–0016). Ein legitimes Interesse an einem Domain-Namen hat auch, wer selbst unter dem fraglichen Begriff bekannt war. Schliesslich kann die nicht-kommerzielle Nutzung eines Domain-Namens, zum Beispiel für ein Diskussionsforum über eine Firma, ein legitimes Interesse darstellen (Western Hay v Carl Forester, FA0 001 000 093 466).

Unterliegt ein Domain-Namen-Inhaber, so hat er zehn Werktage Zeit, um eine vollständige Klageschrift bei einem zuständigen staatlichen Gericht eingereicht zu haben. Geschieht dies nicht, setzt die Registrierstelle das Schiedsgerichtsurteil um. Der Domain-Namen-Inhaber hat dann normalerweise keine Möglichkeiten mehr, seinen Domain-Namen zurückzuerlangen, es sei denn, es gelingt ihm, die Unwirksamkeit der Schiedsgerichtsklausel oder ein rechtswidriges Verhalten der Gegenseite aufzuzeigen. Wird während oder vor einem Verfahrens eine Klage vor einem staatlichen Gericht eingereicht, so wird das Verfahren vor Schiedsgericht suspendiert.

VI. Fazit

Das UDRP-Verfahren dient den Inhabern von Markenrechten. Wer sich als solcher eine entsprechende .com, .org oder .net-Domain übertragen lassen möchte, erhält mit dem Verfahren ein sehr interessantes Instrument, das er in jedem Falle in Erwägung ziehen sollte. Kommt er damit nicht durch, bleibt ihm immer noch den Weg an die staatlichen Gerichte, und dies ganz ohne Zeitdruck.

Weitere Informationen: <http://www.icann.org/udrp/udrp.htm> (inklusive einer Online-Datenbank mit allen Entscheiden)

«Rétrospectives . . .»

Tagesanzeiger, 24. Juli 2000

Wie man in Italien mit links ein Rechtsanwalt wird

(hü), Rom. – Ein gigantischer Schwindel ausgerechnet bei der Zulassungsprüfung für angehende Rechtsanwälte ist am Wochenende in Italien aufgefliegen. In der kalabrischen Hauptstadt Catanzaro haben im Dezember 1997 bei diesem Examen 2295 von 2301 Teilnehmern hemmungslos abgeschrieben. Ihre Antworten auf Fragen zur Lösung bestimmter juristischer Fälle gleichen sich wie ein Ei dem anderen. Denn die Teilnehmer wussten die richtigen Antworten schon vorher und hatten entsprechende Notizen dabei, von denen sie abkupferten.

In Juristenkreisen sprachen sich die wohl seit längerem bekannten «erleichterten Prüfungsbedingungen» in Catanzaro schnell herum. Deshalb waren zu dem Termin 1997 angehende Advokaten aus dem ganzen Land in diese Stadt gereist. Die Examensarbeiten waren damals zur Überprüfung ihrer Rechtmässigkeit der Finanzwache übergeben worden. Unterdessen folgten auch die mündlichen Prüfungen, und die meisten «Abschreib-Advokaten» haben ihre Anwaltstätigkeit bereits begonnen. Nach Abschluss der Ermittlungen in Catanzaro droht den 2295 «Abschreibern» nun eine Anklage und eine Haftstrafe. Angesichts des Zwischenfalls 1997 vermutet man zudem, dass in Catanzaro auch in anderen Jahren und überhaupt bei vielen Anwaltsprüfungen in Italien Schummelei normal ist.

Neue Zürcher Zeitung, 28. August 2000

Die Ehre eines ehemaligen Anwalts Bericht über den Patententzug: keine Ehrverletzung

Das Obergericht hat einen Journalisten vom Vorwurf der Ehrverletzung freigesprochen. Der journalistisch tätige Rechtsanwalt hatte in der Zeitschrift «Plädoyer» über den Entzug des Anwaltspatents eines Luzerner Juristen berichtet. Das Bezirksgericht Zürich hatte den Journalisten wegen übler Nachrede mit einer Busse von 3000 Franken bestraft.

tö. «Obwohl dem ehemaligen Rechtsanwalt auf Grund zahlreicher Vorfälle straf- und aufsichtsrechtlicher Natur das Anwaltspatent entzogen worden ist . . .» Diese Textstelle, verfasst von einem Anwalt über einen ehemaligen Anwalt, bewirkte ein sich über mehrere Gerichtsstufen hinziehendes Ehrverletzungsverfahren. Der Text war im November 1996 in der juristischen Fachzeitschrift «Plädoyer» erschienen. Ein journalistisch tätiger 37-jähriger Rechtsanwalt hatte in der Rubrik Personalien über den Patententzug eines Luzerner Juristen und früheren Rechts-

anwalts berichtet. Dieser fühlte sich durch Passagen des Artikels in seiner Ehre verletzt und reichte beim Bezirksgericht Zürich Strafantrag gegen den Journalisten ein wegen Verleumdung, eventuell übler Nachrede.

Patententzug aus strafrechtlichen Gründen

Die II. Strafkammer des Obergerichts hat den Journalisten im Mai dieses Jahres in zweiter Instanz freigesprochen (NZZ 17. 5. 00) und damit das Urteil des Bezirksgerichts Zürich aufgehoben. Dieses hatte den Journalisten wegen übler Nachrede mit einer Busse von 3000 Franken bestraft und zur Zahlung einer Genugtuung von 6000 Franken verpflichtet. Vom Vorwurf der Verleumdung wurde der Journalist bereits vom Bezirksgericht freigesprochen. Inzwischen liegt die schriftliche Begründung des obergerichtlichen Entscheids vor.

Der Jurist und Rechtsanwalt hatte dem Journalisten vorgeworfen, ihn mit dem eingangs zitierten Satz strafrechtlich vorverurteilt und dadurch in seiner Ehre verletzt zu haben. Die Leserschaft gewinne den Eindruck, dass der dauernde Entzug des Anwaltspatents aus strafrechtlichen Gründen erfolgt sei. Der Entscheid zum Entzug seines Patents im Jahr 1995 habe jedoch lediglich auf disziplinarischen Massnahmen beruht.

Der Journalist erklärte anlässlich der Verhandlung am 14. April vor Obergericht, er habe mit der Formulierung nur zum Ausdruck bringen wollen, dass ein Zusammenhang bestehe zwischen den strafrechtlichen Vorfällen und dem Entzug des Anwaltspatents. Der Verteidiger des Juristen machte geltend, dass sein Mandant im Juni 1996 in seiner beim Grossen Rat des Kantons Luzern gegen zahlreiche Personen eingereichten umfangreichen Strafklage/Disziplinarbeschwerde selber darauf hingewiesen hatte, dass die gegen ihn laufenden Strafverfahren mit ein Grund gewesen seien für den Patententzug. Es sei geradezu missbräuchlich, wenn der Ankläger nun den Ehrenschutz geltend mache für einen Sachverhalt, den er selber so geschildert habe.

Wahrheitsbeweis erbracht

Das Obergericht folgte dieser Darstellung. Es führte aus, dass der Vorwurf strafrechtlichen Verhaltens grundsätzlich ehrverletzend ist. Der Wahrheitsbeweis für die Behauptung, jemand habe ein Delikt begangen, könne in der Regel nur durch eine Verurteilung erbracht werden. Der Jurist war im April 1997 wegen eines Nötigungsversuchs zu einer Busse von 500 Franken verurteilt worden. Dass dieses Urteil erst im Januar 1998, also nach der Veröffentlichung des strittigen Artikels, rechtskräftig wurde, ist gemäss Obergericht mit Verweis auf die Bundesgerichtspraxis irrelevant. Ein Urteil des Kriminalgerichts Luzern vom 31. März dieses Jahres, in dem der Jurist unter anderem wegen Veruntreuung und Geldwäscherei zu 8 Monaten Gefängnis verurteilt worden ist, war zum Zeitpunkt des obergerichtli-

chen Entscheids nicht rechtskräftig und wurde deshalb nicht berücksichtigt.

Damit war dem Journalisten der Wahrheitsbeweis gelungen, jedoch nur in einem Fall. Das Gericht kam zum Schluss, dass die Formulierung der strittigen Textpassage unklar war. Sie könne jedoch von einem Durchschnittsleser trotz dem Wort «zahlreich» so verstanden werden, dass auch nur ein einziger strafrechtlicher Vorfall für den Patentenzug relevant war. Der Journalist war demnach freizusprechen.

Bundesgericht vergeblich angerufen

Der Jurist hat gegen den Entscheid des Obergerichts inzwischen bereits staatsrechtliche Beschwerde beim Bundesgericht eingereicht wegen willkürlicher Beweiswürdigung. Das Bundesgericht ist darauf jedoch nicht eingetreten. Er hätte beim Zürcher Kassationsgericht eine kantonale Nichtigkeitsbeschwerde anhängig machen müssen.

Thurgauer Zeitung, 17. August 2000

Anwalt als wichtiger Partner

Anwaltsverband informiert über Unternehmensgründungen

tos. Erfahrene Mitglieder des Thurgauischen Anwaltsverbandes (TAV) erläutern Hintergründe zum Thema Unternehmensrecht. In Weinfeldern orientierten Rolf M. Dünki, Frauenfeld, Nicolo Paganini, Bischofszell, und Beat Rüedi, Kreuzlingen, über Unternehmensgründung und Unternehmensorganisation. Weitere Veranstaltungen zu diesem Thema finden heute in Kreuzlingen und morgen in Romanshorn statt.

Das Thema Unternehmensgründung scheint auf grosses Interesse zu stossen. Trotz schönstem Wetter und verschiedener Konkurrenzveranstaltungen fanden sich zahlreiche Zuhörerinnen und Zuhörer unterschiedlichen Alters im Saal zur Traube in Weinfeldern ein. Laut Rolf M. Dünki habe der TAV darauf geachtet, dass an den jeweiligen Veranstaltungsorten Anwälte aus anderen Regionen referieren.

Gehe es um Rechtsfragen seien viele Bürger schnell überfordert. Eine Unternehmensgründung sei ein Projekt, das seriös und umfassend vorbereitet werden müsse. Bei Unternehmensgründungen haben viele Anwälte grosse Erfahrung; so sei es nicht selten, dass der Anwalt zum wichtigen Partner werde, betonte Dünki.

Definition der Geschäftsformen

Das Gesetz umschreibe ein Unternehmen als Handels-, Fabrikations- oder als anderes, nach kaufmännischen Grundsätzen geführtes Gewerbe. Das Gesetz definiere ein Gewerbe als selbständige, auf dauernden Erwerb gerichtete Tätigkeit. Als kaufmännisches Unternehmen gelte, wer jährlich Roheinnahmen von über 100 000 Franken erziele.

Dünki stellte die verschiedenen Gesellschaftsformen – Einzelunternehmen, Kollektivgesellschaft, Aktiengesellschaft AG, Gesellschaft mit beschränkter Haftung GmbH, Kommanditgesellschaft, Kommandit AG – vor. Er verstand es ausgezeichnet, Vor- und Nachteile sowie Risiken der einzelnen Gesellschaftsformen zu erläutern.

Wichtige Aspekte

Nicolo Paganini sprach über die persönlichen und wirtschaftlichen Aspekte einer Unternehmensgründung. Er wies auf die überdurchschnittliche Einsatzbereitschaft, Mut zum Risiko, Kompetenz, Kreativität, Kommunikationsfähigkeit, Durchhaltewillen und Freude am Verkauf hin. Paganini stellte Möglichkeiten eines Businessplanes, Analyse, Visionen und Strategien, Finanzplan, Finanzierung sowie den Verkehr mit den Behörden und die gesetzlichen Vorgaben vor.

Im letzten Teil der Veranstaltung befasste sich Beat Rüedi mit Steuern und Sozialversicherungen. Rüedi informierte über die Besteuerung von Einzelfirmen und Personengesellschaften und Kapitalgesellschaften. Unter anderem stellte er die Möglichkeiten bei der Abgrenzung von Privat- und Geschäftsvermögen vor. Weitere Themen waren die Mehrwertsteuer, Sozialversicherungen und Berufliche Vorsorge. Am Schluss der Veranstaltung wurde den Zuhörerinnen und Zuhörern die drei Referate in schriftlicher Form abgegeben.

Provisions sur honoraires et TVA / moment de la naissance de la créance fiscale

Yves Auberson, avocat, Fribourg

Dans un Arrêt du 8 juin 2000, le Tribunal fédéral vient de rendre une décision importante en matière de TVA due sur les provisions sur honoraires, en estimant que celles-ci doivent être incluses dans le décompte du trimestre au cours duquel la provision a été encaissée. Au cours de la procédure, tant l'avocate impliquée, qui décomptait selon les contre-prestations reçues, que la Commission fédérale de recours avaient soutenu que les provisions sur honoraires devaient être incluses seulement dans le décompte de la période au cours de laquelle l'avocat compensait la provision avec les honoraires facturés aux clients. En résumé, l'avocate et la Commission estimaient que les provisions sur honoraires remplissent une fonction de sûreté et ne peuvent dès lors constituer une contre-prestation soumise à la TVA. De plus, le caractère de contre-prestation au sens de l'art. 26 al. 2 OTVA devait également leur être dénié pour le motif que tant l'avocat que ses clients ignorent pour quelles opérations elles vont être utilisées. L'avocate avait également prétendu que le point de vue de l'administration, selon lequel seules les provisions déposées sur un compte distinct pour chaque client, ouvert auprès d'un établissement bancaire sis en Suisse et donnant droit au remboursement de l'impôt anticipé, échappent

à la TVA, était disproportionné. Le Tribunal fédéral rejette l'intégralité de ces arguments: selon lui, la provision sur honoraires ne constitue ni une sûreté réelle, ni une sûreté personnelle, mais représente la contre-prestation, soumise à la TVA dès sa réception, des services du mandataire et des frais qu'il a avancés. Leur imposition dépend avant tout du fait que le destinataire peut disposer du montant qu'il encaisse, ce qui est le cas de l'avocat qui a la libre disposition de la provision versée par son client, même s'il demeure débiteur envers ce dernier de ses propres prestations. Le Tribunal fédéral admet certes que l'emploi d'une provision n'est pas déterminé dès son versement. Cela n'empêche toutefois pas qu'elle constitue une contre-prestation au sens de la TVA dès lors qu'il suffit que les prestations pour lesquelles elle est versée soient déterminables, ce qui est le cas en l'espèce. Enfin, le Tribunal fédéral estime que l'administration n'a pas violé le principe de la proportionnalité en prévoyant que seules peuvent échapper à la TVA les provisions versées sur un compte séparé du client, car ces exigences sont propres à distinguer la provision – acquise sous conditions à l'avocat –, d'avoirs de clients dont celui-ci n'a pas le pouvoir de disposer en son propre nom.

Mehrwertsteuerpflicht von Kostenvorschüssen

Jörg R. Bühlmann, Fürsprecher, Bern

Das Bundesgericht hat in einem Entscheid vom 8. Juni 2000 befunden, dass an Anwälte und Notare geleistete Kostenvorschüsse im Zeitpunkt ihrer Vereinnahmung (bei Abrechnung nach vereinbarten Entgelten), resp. im Zeitpunkt der Fakturierung (bei Abrechnung nach vereinbarten Entgelten) der Steuerpflicht unterliegen und in der laufenden Quartalsabrechnung, resp. bei Saldobesteuerung in der laufenden Halbjahresabrechnung als steuerpflichtige Entgelte zu deklarieren sind. Zur Begründung führt das Gericht aus, entgegen der Meinung der Vorinstanz (welche noch dafür gehalten hatte, Kostenvorschüsse seien erst im Zeitpunkt der Fakturierung oder der Vereinnahmung der Leistungen des Anwalts steuerbar) handle es sich bei Kostenvorschüssen, nicht um Sicherheiten, sondern jedenfalls um Entgelt für kom-

mende und zudem genügend bestimmte Gegenleistungen. Dies gelte im übrigen selbst für Vorschüsse, die selber steuerfreie Leistungen betreffen wie Gerichtskostenvorschüsse, Vorschüsse für das Handelsregister- oder das Grundbuchamt. Schliesslich stehe dem auch nicht entgegen, dass die Verwaltung für eine steuerfreie Vereinnahmung solcher Vorschüsse verlange, dass solche Gelder auf ein Konto einer schweizerischen Bank oder der Post zu erfolgen hätten, das auf den Namen des Klienten laute und diesem zudem das Recht auf Abzug der Verrechnungssteuer erhalten bleiben müsse. Diese Anforderung der Verwaltung erweise sich jedenfalls als verhältnismässig und sei nicht zu beanstanden.

In der Sache ist der Entscheid des Bundesgerichts vor allem deshalb zu beanstanden, weil die Zahlung eines Kostenvor-

schusses durch den Klienten diesem keinen klagbaren Anspruch auf Erbringung der Leistung gegenüber dem Anwalt verschafft (dies im Gegensatz zum Werk- oder Kaufvertrag), eine Gegenleistung im Sinne der Mehrwertsteuer somit eben noch nicht gegeben ist, im Falle des Konkurses des Anwalts oder auch der Abwicklung des anwaltlichen Nachlasses dem Klienten ein Aussonderungsrecht für den Kostenvorschuss zusteht und schliesslich die Forderung der Verwaltung nach einem separaten Konto für jeden einzelnen Klienten unverhältnismässig ist.

Das Gericht hat mit diesem Entscheid die bisherige Praxis der Verwaltung abgesegnet und zudem der Anwaltschaft und auch der Verwaltung ein praktisches Problem geschaffen, indem nun Anwälte rückwirkend für die Zeit ab dem 1. Januar 1995 über die Kostenvorschüsse noch abrechnen müssen. Dabei ist nicht die eigentliche Nachversteuerung der Kostenvorschüsse das Problem, sind doch in aller Regel diese Vorschüsse bereits in deklarierte Entschädigungen für erbrachte Leistungen verwandelt worden, es geht vielmehr um die Verzinsung für die verspätete Entrichtung und zudem um die Versteuerung der heute vereinnahmten Kostenvorschüsse, die noch nicht in eigentliche Entgelte gewandelt sind.

An dieser für die Anwaltschaft unerfreulichen Ausgangslage vermögen grundsätzlich auch kreative Konstrukte nichts zu ändern. Die Bezeichnung als Garantieleistung wird dabei jedenfalls wenig hilfreich sein und auch die Führung eines sogenannten

Kundenkontos bietet keinen Schutz. Soweit nicht pro Klient ein separates Konto auf den Namen des Klienten eingerichtet ist und dieser auf diesem Konto sogar verrechnungssteuerberechtigt ist, droht bei Kontrolle Ungemach. Rettend erweist sich hier einzig die bereits bisherige Abrechnung der Kostenvorschüsse und auch der vereinnahmten Kundengelder.

Betreffend die Zeit ab dem 1. Januar 2001 und also unter dem Regime des Bundesgesetzes über die Mehrwertsteuer wird diesbezüglich bereits eine neue Ordnung gelten, die entsprechende Branchenbroschüre ist bereits erschienen. Danach gilt neu, dass zwar Kostenvorschüsse auch wieder der Mehrwertsteuer im Zeitpunkt der Vereinnahmung oder Fakturierung unterliegen, dass aber separat in Rechnung gestellte künftige Auslagen für staatliche Gebühren und Aufwendungen neu nicht mehr abgerechnet zu werden brauchen. Zudem werden echte Klientengelder bereits dann mehrwertsteuerlich als solche anerkannt, wenn das Konto auf den Anwalt lautet und also dieser selber auf diesem Konto Verrechnungssteuerberechtigt ist. Voraussetzung ist einzig, dass diese Gelder anvertraut sind und somit nicht der Bevorschussung dienen und zudem auf ein von der Buchhaltung des Anwalts getrenntes Konto, ein sogenanntes «Kundenkonto» fliessen.

Hier nun wird sich der SAV für eine einfache und praktikable Lösung einsetzen und das Gespräch mit der Verwaltung suchen. Der SAV wird seine Mitglieder entsprechend weiter informieren.

Rechtsprechung/Jurisprudence

Diese Rubrik enthält eine Auswahl der Rechtsprechung des Bundesgerichts und des Eidgenössischen Versicherungsgerichts unter Berücksichtigung nicht zur Publikation vorgesehener Entscheide, Änderungen und Präzisierungen der Rechtsprechung sowie Entscheide der kantonalen Gerichte und des Europäischen Gerichtshofes. Die Kurzfassungen werden jeweils in der Originalsprache des Urteils wiedergegeben. Die vorliegenden Entscheide sind in der Periode vom 12. August bis zum 14. September in der Redaktion eingetroffen. Cette rubrique contient une sélection, dans la jurisprudence du Tribunal fédéral et du Tribunal fédéral des assurances, en particulier des décisions dont la publication n'est pas prévue, des changements de la jurisprudence, des décisions apportant une précision de la jurisprudence, ainsi que des décisions des tribunaux cantonaux et de la Cour de justice des Communautés européennes. Les résumés sont rédigés dans la langue originale du jugement. Les décisions sont parvenues à la rédaction entre le 12 août et le 14 septembre.

Verfassungsrecht/Droit constitutionnel (I)

Art. 31 Abs. 3 und 4 BV, Art. 5 Ziff. 3 und 4 EMRK; Vorläufiger Massnahmenvollzug, Haftentlassung

Weder die EMRK noch die Bundesverfassung verlangen für die richterliche Prüfung von Haftentlassungsgesuchen eine mündliche Verhandlung bzw. eine persönliche Vorführung und Anhörung des Angeschuldigten durch den Haftrichter. Das rechtliche Gehör des Inhaftierten kann in der Regel auch auf andere Weise ausreichend gewahrt werden, etwa im Rahmen eines schriftlichen Verfahrens. Ein mündliches Haftprüfungsverfahren könnte sich in Ausnahmefällen als sachlich geboten aufdrängen, so etwa, wenn für die Prüfung der Rechtmässigkeit der Haft die Erhebung von Beweisen durch den Haftrichter notwendig erschiene. An dieser Praxis zum verfassungsmässigen Recht auf persönliche Freiheit und zu Art. 5 Ziff. 4 EMRK ist auch nach Inkrafttreten von Art. 31 Abs. 4 BV weiterhin festzuhalten.

Als strafprozessuale Zwangsmassnahme muss auch der vorzeitige Massnahmenvollzug verhältnismässig erscheinen. Für die Verneinung von Überhaft genügt somit ein blosser Hinweis darauf nicht, dass freiheitsentziehende Massnahmen auf unbestimmte Dauer ausgesprochen werden, zumal auch eine rechtskräftig ausgefallene sichernde Massnahme in regelmässigen Abständen zu kontrollieren wäre.

(i. Öff. rechtl. Abt., 1P.370/2000, 29.6.2000, X c. Appellationsgericht des Kt. Basel-Stadt)

Verwaltungsrecht/Droit administratif (II)

Art. 13b Abs. 2 ANAG; Verlängerung der Ausschaffungshaft

Gemäss Art. 13b Abs. 2 ANAG kann die Haft um höchstens sechs Monate verlängert werden. Nach der bundesgerichtlichen Rechtsprechung bildet die Haftdauer einen Gesichtspunkt der Verhältnismässigkeit der Haft. Der Haftrichter ist zwar nicht in jedem Fall verpflichtet, die zulässige Höchstdauer in mehrere Tranchen aufzuteilen. Er hat aber das Verhältnismässigkeitsprinzip zu beachten und die Dauer der Verlängerung an den Umstän-

den des Einzelfalles zu messen. Eine Verlängerung um sechs Monate unter gleichzeitiger Ausschöpfung der gesetzlichen Höchstdauer muss sich in diesem Sinne sachlich rechtfertigen lassen.

(II. Öff. rechtl. Abt., 2A.265/2000, 21.6.2000, A c. Verwaltungsgericht des Kt. Zug, Haftrichter)

Art 3 OHG; Opferhilfe

Es bedarf bei einer im Ausland erlittenen Straftat für den Anspruch auf Opferhilfe im Sinne von Art. 3 OHG einer persönlichen Beziehung des Opfers zur Schweiz, die im Zeitpunkt der Straftat bestehen muss. Dieses Erfordernis gilt erst recht für die Übernahme weiterer Kosten nach Art. 3 Abs. 4 OHG, welche sachlich zum Schaden gehören, der nach der schweizerischen Rechtsordnung vom Täter gemäss Art. 41 OR zu ersetzen ist und unter den einschränkenden Voraussetzungen gemäss Art. 11 ff. OHG Gegenstand der Entschädigung bilden kann.

(I. Öff. rechtl. Abt., 1A.270/1999, X c. Verwaltungsgericht des Kt. Solothurn; nicht in der AS publiziert)

Art. 4 ZUG (Zuständigkeitsgesetz); Unterstützungswohnsitz

Der unterstützungsrechtliche Wohnsitzbegriff gemäss Art. 4 ZUG ist dem zivilrechtlichen angeglichen: Der Wohnsitz befindet sich dort, wo jemand sich mit der Absicht dauernden Verbleibens aufhält. Da sich diese Absicht nach der Rechtsprechung in äusserlich erkennbaren Umständen verwirklichen muss, gilt als Wohnsitz einer Person der Ort, an dem sich faktisch der Mittelpunkt ihrer Lebensinteressen befindet. Den so verstandenen Lebensmittelpunkt kann eine Person aber grundsätzlich nur in einer bestimmten Gemeinde haben, nicht in einem Kanton als solchem. Auch dem Unterstützungswohnsitz liegt – begriffsimmanent – eine räumliche und persönliche Beziehung einer Person zu einer bestimmten Gemeinde zu Grunde; das das Gesetz, seinem Zweck entsprechend, dem Wortlaut nach an den «Kanton» bzw. «Wohnkanton» anknüpft, vermag daran nichts zu ändern. Dementsprechend verliert eine Person ihren bisherigen Unterstützungswohnsitz nicht nur, wenn sie aus dem «Wohnkanton»

wegzieht, sondern auch dann, wenn sie aus dem Ort wegzieht, zu sie bis dahin die Wohnsitzbegründenden räumlichen und persönlichen Beziehungen hatte. Solange die betreffende Person weder in einem andern Kanton noch im bisherigen Wohnkanton einen neuen Wohnsitz begründet, besitzt sie in der Regel keinen Unterstützungswohnsitz mehr.

(II. Öff. rechtl. Abt., 2A.420/1999, 2.5.2000, Kanton Uri c. Kanton Zürich und Eidg. Justiz- und Polizeidepartement; nicht in der AS publiziert)

Art. 5 ZUG; Unterstützungswohnsitz, Heimbegriff

Im Zuständigkeitsgesetz selbst wird der Heimbegriff bewusst nicht definiert. Daraus ergibt sich, dass die Anwendung von Art. 5 ZUG immer mit Bezug auf den zur Diskussion stehenden Sachverhalt zu prüfen ist, um einer zeitgemässen Interpretation des Heimbegriffes gerecht zu werden. Als Beurteilungskriterium kommen etwa die Art und das Mass der angebotenen Dienstleistungen, der Grad der feststellbaren Fremdbestimmung sowie der Abhängigkeitsgrad der betroffenen Person in Frage.

(II. Öff. rechtl. Abt., 2A.603/1999, 7.6.2000, Kt. St. Gallen c. Kt. Zürich und Eidg. Justiz- und Polizeidepartement; nicht in der AS publiziert)

Art. 16 Abs. 3 OHG; Opferhilfe, Verwirkungsfrist

Es ist legitim und widerspricht dem Sinn und Zweck des OHG nicht, wenn das Opfer einer Vergewaltigung auf seine diesbezüglichen Entschädigungs- und Genugtuungsansprüche verzichtet, die ihm gesetzlich zustehenden Rechte jedoch in Anspruch nimmt, sobald es erkennt, dass es nicht nur von Raub und Vergewaltigung betroffen ist, sondern darüber hinaus auch noch von einer schweren Körperverletzung (hier: Ansteckung mit einer möglicherweise tödlich verlaufenden Krankheit).

(I. Öff. rechtl. Abt., 1A.55/2000, X c. Direktion der Justiz und des Innern und Sozialversicherungsgericht des Kt. Zürich)

Strafrecht und Strafvollzug (IV)

Art. 141^{bis} StGB; Unrechtmässige Verwendung von Vermögenswerten, Forderungsunterschlagung

Art. 141^{bis} StGB erfasst die «Forderungsunterschlagung». Entscheidend ist, dass dem Täter – für ihn überraschend – Vermö-

genswerte überwiesen werden, auf die er keinen Rechtsanspruch hat. Verwendet er in dieser Konstellation die Vermögenswerte unrechtmässig in seinem oder eines andern Nutzen, ist er nach Art. 141^{bis} StGB strafbar. Ob der Täter vom Überweisenden nichts zu fordern hat (Fehlüberweisung) oder ob er nichts mehr zu fordern hat (versehentliche Doppelzahlung), kann kein Rolle spielen.

(Kassationshof, 6S.179/2000, 29.6.2000, N c. Staatsanwaltschaft des Kt. Aargau)

Art. 217 StGB; Vernachlässigung von Unterhaltspflichten, Antragsrecht

Wenn der Pflichtige während einer gewissen Zeit ohne Unterbrechung schuldhaft die Zahlung der Unterhaltsbeiträge unterlässt, beginnt nach der Rechtsprechung die Antragsfrist erst mit der letzten schuldhaften Unterlassung zu laufen. Der Antrag ist gültig für den Zeitraum, in dem der Täter ohne Unterbrechung den Tatbestand erfüllt hat. Der Strafantragsberechtigte darf also mit der Stellung des Strafantrages – auch wenn er ihn schon vor Beginn des Fristenlaufes stellen kann – solange unbeschadet zuwarten, als der Unterhaltspflichtige schuldhaft die geschuldeten Unterhaltsbeiträge nicht bezahlt.

(Kassationshof, 6S.885/1999, 9.5.2000, X c. Staatsanwaltschaft des Kt. Aargau)

Art. 181, 190 Abs. 2 StGB, Nötigung und Vergewaltigung in der Ehe

Ein Angeschuldigter darf nicht subsidiär gem. Art. 181 StGB wegen Nötigung schuldig erklärt werden; aufgrund der Materialien und des Wortlautes von Art. 189 Abs. 2 und Art. 190 Abs. 2 ist vielmehr mit der herrschenden Lehre davon auszugehen, dass der Gesetzgeber sexuelle Handlungen unter Ehegatten abschliessend und mit Ausnahme der qualifizierten Begehungsweise als Antragsdelikte ausgestaltet hat.

Die für die sexuelle Nötigung unter Ehegatten getroffene Sonderregelung verlöre ihren Sinn, wenn sie im Wege der Bestrafung der Tat aus Art. 181 StGB umgangen werden könnte.

(Kassationshof, 6S.107/2000, 5.6.2000, Staatsanwaltschaft des Kt. St. Gallen c. A)

Übersicht über die Rechtsetzung des Bundes/ Aperçu de la législation fédérale

Periode/période: 31. Juli/juillet 2000 – 30. September/septembre 2000

Diese Übersicht erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit./Cet aperçu n'a pas pour vocation d'être exhaustif.

I. Inkrafttreten

Bundesgesetze/Bundesbeschlüsse/Verordnungen

1 Staat - Volk – Behörden

Staat: Änderung vom 5. Juli 2000 der Verordnung vom 14. Januar 1998 über Einreise und Anmeldung von Ausländerinnen und Ausländern (AS 2000 1835; SR 142.211); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Behörden: Änderung vom 28. Juni 2000 der Regierungs- und Verwaltungsorganisationsverordnung vom 25. November 1998 (AS 2000 1837; SR 172.010.1); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Behörden: Änderung vom 28. Juni 2000 der Verordnung vom 9. Mai 1979 über die Aufgaben der Departemente, Gruppen und Ämter (AS 2000 1837; SR 172.010.15); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Staat: Änderung vom 28. Juni 2000 der Verordnung vom 28. März 1990 über die Zuständigkeit der Departemente und der ihnen unterstellten Amtsstellen zur selbständigen Erledigung von Geschäften (AS 2000 1837; SR 172.011); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Behörden: Aufhebung vom 28. Juni 2000 der Verordnung vom 24. Februar 1988 über das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann (AS 2000 1837; SR 172.212.11); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Staat: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 29. September 1952 über Erwerb und Verlust des Schweizer Bürgerrechts (AS 2000 1891; SR 141.0); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Staat: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 26. März 1931 über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (AS 2000 1891; SR 142.20); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Behörden: Änderung vom 24. März 2000 des Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz vom 21. März 1997 (AS 2000

I. Entrée en vigueur

Lois fédérales/Arrêtés fédéraux/Ordonnances

1 Etat - Peuple – Autorités

Etat: Modification du 5 juillet 2000 de l'ordonnance du 14 janvier 1998 concernant l'entrée et la déclaration d'arrivée des étrangers (RO 2000 1835; RS 142.211); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Autorités: Modification du 28 juin 2000 de l'ordonnance du 25 novembre 1998 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (RO 2000 1837; RS 172.010.1); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Autorités: Modification du 28 juin 2000 de l'ordonnance du 9 mai 1979 réglant les tâches des départements, des groupements et des offices (RO 2000 1837; RS 172.010.15); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Etat: Modification du 28 juin 2000 de l'ordonnance du 28 mars 1990 donnant aux départements et aux services qui leur sont subordonnés la compétence de régler certaines affaires (RO 2000 1837; RS 172.011); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Autorités: Abrogation du 28 juin 2000 de l'ordonnance du 24 février 1988 instituant le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes (RO 2000 1837; RS 172.212.11); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Etat: Modification du 24 mars 2000 du Loi fédérale du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de la nationalité (RO 2000 1891; RS 141.0); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Etat: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (RO 2000 1891; RS 142.20); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Autorités: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'admini-

1891; SR 172.010); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

4 Schule - Wissenschaft – Kultur

Wissenschaft: Änderung vom 8. Oktober 1999 des Bundesgesetzes vom 7. Oktober 1983 über die Forschung (AS 2000 1858; SR 420.1); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Sport: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 17. März 1972 über die Förderung von Turnen und Sport (AS 2000 1891; SR 415.0); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

6 Finanzen

Finanzen: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die direkte Bundessteuer (AS 2000 1891; SR 642.11); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Finanzen: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (AS 2000 1891; SR 642.14); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

7 Öffentliche Werke - Energie - Verkehr

Fernmeldeverkehrs: Verordnung des UVEK vom 21. Juni 2000 über die Gebühren und Entschädigungen bei der Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (AS 2000 1760; SR 780.115.1); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Fernsehen: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetz vom 21. Juni 1991 über Radio und Fernsehen (AS 2000 1891; SR 784.40); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

8 Gesundheit - Arbeit - Soziale Sicherheit

Arbeit: Verordnung 1 vom 10. Mai 2000 zum Arbeitsgesetz (AS 2000 1581; SR 822.111); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Arbeit: Verordnung 2 vom 10. Mai 2000 zum Arbeitsgesetz (AS 2000 1623; SR 822.112); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Arbeit: Änderung vom 10. Mai 2000 der Verordnung 4 vom 18. August 1993 zum Arbeitsgesetz (AS 2000 1636; SR 822.114); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

nistration (RO 2000 1891; RS 172.010); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

4 Ecole - Science - Culture

Science: Modification du 8 octobre 1999 du loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la recherche (RO 2000 1858; RS 420.1); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Sport: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports (RO 2000 1891; RS 415.0); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

6 Finances

Finances: Modification du 24 mars 2000 loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (RO 2000 1891; RS 642.11); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Finances: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (RO 2000 1891; RS 642.14); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

7 Travaux publics - Energie - Transports et communications

Trafic des téléscripateurs: Ordonnance du DETEC du 21 juin 2000 sur les émoluments et les indemnités en matière de surveillance de la correspondance postale et des télécommunications (RO 2000 1760; RS 780.115.1); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Télévision: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 21 juin 1991 sur la radio et la télévision (RO 2000 1891; RS 784.40); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

8 Santé - Travail - Sécurité sociale

Travail: Ordonnance 1 du 10 mai 2000 concernant la loi sur le travail (RO 2000 1581; RS 822.111); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Travail: Ordonnance 2 du 10 mai 2000 relative à la loi sur le travail (RO 2000 1623; RS 822.112); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Travail: Modification du 10 mai 2000 de l'ordonnance 4 du 18 août 1993 relative à la loi sur le travail (RO 2000 1636; RS 822.114); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Gesundheit: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 19. Dezember 1877 betreffend die Freizügigkeit des Medizinalpersonals in der Schweizerischen Eidgenossenschaft (AS 2000; 1891; SR 811.11); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Gesundheit: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 1970 über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten des Menschen (AS 2000 1891; SR 818.101); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Arbeit: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (AS 2000 1891; SR 822.11); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Soziale Sicherheit: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über den zivilen Ersatzdienst (AS 2000 1891; SR 824.0); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Wohnbau: Änderung vom 24. März 2000 des Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz vom 4. Oktober 1974 (AS 2000 1891; SR 843); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

9 Wirtschaft - Technische Zusammenarbeit

Wirtschaft: Bundesgesetz vom 24. März 2000 über den Abschluss von Schuldenkonsolidierungsabkommen (AS 2000 1889; SR 973.20); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. August 2000.

Technische Zusammenarbeit: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesgesetzes vom 19. März 1976 über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (AS 2000 1915; SR 974.0); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

Technische Zusammenarbeit: Änderung vom 24. März 2000 des Bundesbeschlusses vom 24. März 1995 über die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas (AS 2000 1915; SR 974.1); Zeitpunkt des Inkrafttretens: 1. September 2000.

III. Aus den Räten

Herbstsession, 18. September–6. Oktober 2000

Schwerpunkt Nationalrat:

- Ja zu Europa
- Strassenverkehrsgesetz
- Mietrecht im Obligationenrecht. Teilrevision «Ja zu fairen Mieten»
- Militärgesetz, Aenderung

Santé: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 19 décembre 1877 concernant l'exercice des professions de médecin, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération suisse (RO 2000 1891; RS 811.11); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Santé: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 18 décembre 1970 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (RO 2000 1891; RS 818.101); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Travail: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (RO 2000 1891; RS 822.11); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Sécurité sociale: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le service civil (RO 2000 1891; RS 824.0); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Construction: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 4 octobre 1974 encourageant la construction et l'acquisition à la propriété de logements (RO 2000 1891; RS 843); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

9 Economie - Coopération technique

Economie: Loi fédérale du 24 mars 2000 concernant la conclusion d'accords relatifs à des consolidations de dettes (RO 2000 1889; RS 973.20); Entrée en vigueur: 1 août 2000.

Coopération technique: Modification du 24 mars 2000 du loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales (RO 2000 1915; RS 974.0); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

Coopération technique: Modification du 24 mars 2000 de l'arrêté fédéral du 24 mars 1995 concernant la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est (RO 2000 1915; RS 974.1); Entrée en vigueur: 1 septembre 2000.

III. Activités des Conseils et des commissions parlementaires

Session d'automne, 18 septembre - 6 octobre 2000

Aperçu des principaux objets CN:

- Oui à l'Europe
- Loi sur la circulation routière
- Droit de bail dans le code des obligations. Révision partielle «Pour des loyers loyaux»
- Loi sur l'armée et l'administration militaire

Schwerpunkt Ständerat:

- Arzneimittel-Initiative
- Strassen für alle
- Familienname der Ehegatten
- Konsumkreditgesetz
- Elektrizitätsmarktgesetz
- Tiere in der schweizerischen Rechtsordnung

IV. Vernehmlassungen

Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (DBG) (Eigenmietwertbesteuerung/Systemwechsel)

Das vorgeschlagene Modell sieht einerseits die Aufhebung der Eigenmietwert-Besteuerung und andererseits den Verzicht auf die Abzüge der Liegenschafts-Unterhaltskosten und der privaten, auf dem Wohneigentum lastenden Schuldzinsen vor. Frist: 14.07.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (DBG) (Reform der Ehepaar- und Familienbesteuerung)

Die Reform der Ehepaar- und Familienbesteuerung steht im Zeichen grösserer Steuergerechtigkeit für Ehepaare und Familien. Die Notwendigkeit einer Reform ergibt sich aus der stetigen Änderung der Familienstrukturen in den letzten drei Jahrzehnten. Frist: 31.07.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Bundesgesetz über die Öffentlichkeit der Verwaltung (Öffentlichkeitsgesetz)

Der in die Vernehmlassung gegebene Gesetzesentwurf bezweckt, der Öffentlichkeit den Zugang zu amtlichen Dokumenten zu erleichtern und dadurch die Transparenz der Verwaltung zu fördern. Jeder Person soll ein sogenanntes «Recht auf Zugang» zustehen, d. h. sie kann verlangen, dass ihr Einsicht in amtliche Dokumente oder Auskunft über solche Dokumente gewährt wird. Damit soll für die Bundesverwaltung das Öffentlichkeitsprinzip mit Geheimhaltungsvorbehalt eingeführt werden. Frist: 11.08.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen

Laut Artikel 8 Absatz 4 der Bundesverfassung hat das Gesetz Massnahmen zur Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen vorzusehen. Das Behindertengesetz setzt diesen Auftrag um. Gleichzeitig soll es der Volksinitiative «Gleiche Rechte für Behinderte» als indirekter Gegenentwurf gegenübergestellt werden. Frist: 06.09.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Römer Statut des Internationalen Strafgerichtshofs; Ratifizierung

Dieser Gerichtshof wird zuständig für die Beurteilung von besonders schweren Verbrechen, welche die internationale Gemeinschaft als Ganzes betreffen: Völkermord, Verbrechen gegen die Menschlichkeit und Kriegsverbrechen. Frist: 15.09.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Aperçu des principaux objets CE:

- Initiative sur les médicaments
- Rue pour tous
- Nom de famille des époux
- Loi sur le crédit de consommation
- Loi sur le marché de l'électricité
- Les animaux dans l'ordre juridique suisse

IV. Procédures de consultations en cours

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) (Imposition de la valeur locative/changement de système)

Le modèle élaboré propose, d'une part, l'abolition de l'imposition de la valeur locative et, d'autre part, la suppression de la déduction des frais d'entretien des immeubles et des intérêts passifs grevant la propriété privée. Date limite: 14.07.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>)

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) (Réforme de l'imposition des couples et de la famille)

La réforme de l'imposition des couples et de la famille vise à instaurer une plus grande justice fiscale pour les couples et les familles. Elle a été rendue nécessaire par les mutations constantes que connaît la structure familiale depuis trois décennies. Date limite: 31.07.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>)

Loi fédérale sur la transparence de l'administration (Loi sur la transparence)

Le projet de loi mis en consultation a pour objectif de faciliter l'accès du public aux documents officiels et par là de promouvoir la transparence de l'administration. Chacun aura désormais un «droit d'accès», en d'autres termes chacun pourra consulter les documents officiels ou obtenir des renseignements sur le contenu de tels documents. On introduit ainsi pour l'administration fédérale le principe de transparence, sous réserve du maintien du secret. Date limite: 11.08.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>)

Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées

Conformément à l'article 8, alinéa 4, de la Constitution fédérale, la loi doit prévoir des mesures en vue d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées. La loi sur les handicapés met en œuvre ce mandat constitutionnel. Cette loi est, en outre, conçue comme un contre-projet indirect à l'initiative populaire «Droits égaux pour les personnes handicapées». Date limite: 06.09.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>)

Statut de Rome de la Cour pénale internationale; ratification

La Cour sera compétente pour connaître des crimes particulièrement graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble: génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Date limite: 15.09.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>)

Einführungsverordnung über den Personenverkehr mit der EG (EVO)

Das Abkommen über die Freizügigkeit sieht einerseits die Freizügigkeit für Erwerbstätige (Arbeitnehmer und Selbständige) und für Nichterwerbstätige (Studenten, Rentner und andere Nichterwerbstätige), andererseits aber auch die Liberalisierung von einzelnen Aspekten des grenzüberschreitenden Dienstleistungsverkehrs vor. Die Grundlage für die zwischen der Schweiz und der EG vereinbarte Regelung bildet der freie Personenverkehr wie er im EWG-Vertrag (Art. 48 ff) definiert ist. Frist: 15.09.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Bundesgesetz über nachrichtenlose Vermögenswerte

Im Zentrum des Entwurfs stehen die Pflichten jener, die gewerbmässig fremde Vermögenswerte entgegennehmen. Neu müssen diese ihre Kunden aktiv suchen, wenn der Kontakt zu diesen während acht Jahren abgebrochen ist. Frist: 30.09.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Beitritt der Schweiz zur Organisation der Vereinten Nationen (UNO)

Der Bundesrat misst dem UNO-Beitritt der Schweiz eine grosse Bedeutung bei. Damit kann unser Land seine Interessen im Rahmen der Staatengemeinschaft auch in Zukunft wahren. Frist: 05.10.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Bundesgesetz über die Teilung eingezogener Vermögenswerte («Sharing»)

«Sharing» regelt die Aufteilung eingezogener Vermögenswerte unter Kantonen, Bund und ausländischen Staaten. Die Regeln sollen einen angemessenen Ausgleich unter den am Strafverfahren beteiligten Gemeinwesen schaffen, die Zusammenarbeit fördern und Kompetenzkonflikte entschärfen. Frist: 30.10.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Verwendung von 800 Tonnen Gold der Nationalbank

Es werden zwei Varianten in die Vernehmlassung gegeben: die zeitlich begrenzte Verwendung für Bildungsmassnahmen kombiniert mit Überbrückungsleistungen im Bereich der AHV oder aber der Abbau öffentlicher Schulden. Frist: 31.10.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Bundesgesetz für Ausländerinnen und Ausländer (Ausländergesetz; AuG)

Das bisherige Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer aus dem Jahr 1931 soll durch ein modernes Ausländergesetz abgelöst werden. Nach der Abstimmung vom 21. Mai 2000 über das bilaterale Abkommen besteht nun eine klare Ausgangslage bezüglich des Personenverkehrs mit der EU; denn das bilaterale Abkommen mit der EU regelt diesen umfassend. Das vorliegende neue Gesetz wird fast ausschliesslich für Ausländerinnen und Ausländer, die nicht aus EU- oder EFTA- Staaten stammen, Geltung haben. Frist: 10.11.00.

(Quelle: <http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/pendent.html>)

Ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes avec la CE (OLCP)

L'accord sur la libre circulation des personnes prévoit la libre circulation des personnes actives (salariés et indépendants) et des personnes non actives (étudiants, retraités et autres personnes non actives) d'une part et la libéralisation de certains aspects de la prestation de services transfrontaliers d'autre part. Cette réglementation entre la Suisse et la CE est basée sur les principes de la libre circulation des personnes tels qu'ils sont définis dans le traité CE (Art. 48 ss). Date limite: 15.09.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/fi/gg/pc/pendent.html>)

Loi fédérale sur les fonds en déshérence

L'avant-projet met l'accent sur les obligations des personnes et des institutions dont la profession est de recevoir des fonds. Il introduit le devoir pour les acteurs financiers de chercher à reprendre contact avec le client s'ils n'ont plus eu de contact avec celui-ci depuis huit ans. Date limite: 30.09.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/fi/gg/pc/pendent.html>)

Adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies (ONU)

Le Conseil fédéral accorde une importance capitale à l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Elle permettra à notre pays de continuer à défendre ses intérêts au sein de la communauté des États. Date limite: 05.10.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/fi/gg/pc/pendent.html>)

Loi fédérale sur le partage des valeurs confisquées («sharing»)

«Sharing» fixe les modalités du partage des valeurs confisquées entre la Confédération, les cantons et les Etats étrangers. Son but est d'encourager la collaboration entre ces différentes collectivités et d'assurer entre elles une certaine équité, qui devrait désamorcer les conflits de compétence. Date limite: 30.10.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/fi/gg/pc/pendent.html>)

Utilisation de 800 tonnes d'or de la Banque nationale

Deux variantes sont mises en consultation: utilisation temporaire de l'or pour des mesures de formation et pour des prestations transitoires dans le domaine de l'AVS, ou utilisation de l'or pour une réduction de la dette publique. Date limite: 31.10.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/fi/gg/pc/pendent.html>)

Loi fédérale sur les étrangers (loi sur les étrangers; LEtr)

L'actuelle loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, qui date de 1931, sera remplacée par une loi sur les étrangers moderne. La votation du 21 mai 2000 concernant l'accord bilatéral sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE a clarifié la situation dans ce domaine, puisque celui-ci fait l'objet d'une réglementation exhaustive dans l'accord. La nouvelle loi sera presque exclusivement applicable aux étrangers non-ressortissants d'un Etat de l'UE ou de l'AELE. Date limite: 10.11.00.

(Source: <http://www.admin.ch/ch/fi/gg/pc/pendent.html>)

Caisse paritaire de pension de la Fédération Suisse des Avocats (CPP FSA)

Nouveautés concernant le rachat d'années de cotisations manquantes

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le libre passage au 1^{er} janvier 1995, le rachat d'années de cotisation manquantes est devenu un instrument de plus en plus apprécié pour la planification de la prévoyance-vieillesse. Cette tendance se reflète aussi dans notre institution de prévoyance.

Conséquences d'un rachat dans notre institution de prévoyance

Le rachat d'années de cotisation manquantes entraîne toujours une augmentation des prestations de vieillesse (capital-vieillesse ou rente de vieillesse), de la rente de veuve qui en résulte en cas de décès après l'âge de la retraite, ainsi que des rentes pour enfants de personne retraitée. Mais durant l'activité professionnelle, les effets du rachat sur les rentes d'invalidité, les rentes pour enfants d'invalides, les rentes de veuve et les rentes d'orphelin dépendent du plan de prévoyance choisi. Si les prestations de risque citées précédemment dépendent d'un avoir de vieillesse prévu (plans Minimum et Medium), elles se trouvent augmentées par chaque rachat dans la caisse de pension. Avec comme conséquence, une augmentation de la prime de risque. Par contre, si les prestations de risque sont fixées en relation avec le salaire garanti (plans Plus, Optimum et Patron), un rachat n'entraîne en règle générale aucune augmentation de prestation, et dans le meilleur des cas, qu'une augmentation minime de la prime de risque.

Aspect fiscal

Le montant utilisé par l'assuré pour le rachat dans la caisse de pension peut être déduit du revenu imposable pour l'année correspondante. En raison d'une réglementation fiscale transitoire, la déductibilité n'est plus possible pour les assurées nées en 1939 ni pour les assurés nés en 1936 dans la plupart des cantons. Il faut en outre noter que quelques rares cantons prévoient des limites supérieures maximales pour les sommes de rachat.

Conséquences du programme de stabilisation sur le rachat dans la caisse de pension

Pour le calcul actuel, on fait une comparaison dans le passé, c.-à-d., on multiplie la somme des taux des bonifications de vieillesse depuis l'entrée dans la CPP FSA avec le salaire considéré actuel, et on en déduit les prestations de libre-passage et, le cas échéant, les rachats déjà effectués. On obtient ainsi la somme de rachat maximale autorisée.

Les Chambres fédérales ont approuvé dans le cadre du programme de stabilisation l'article 79a de la LPP, qui limite les prestations de rachat autorisées dans une institution de pré-

voyance, et qui entrera en vigueur le 01.01.2001. Les nouvelles dispositions légales prévoient pour la méthode de calcul actuelle une restriction, qui a surtout des conséquences pour les assurés âgés. La somme de rachat maximale autorisée est restreinte au montant-limite supérieur prévu à l'article 8, al. 1 de la LPP (actuellement CHF 72 360.00), multiplié par le nombre d'années depuis l'entrée dans la caisse de pension jusqu'à l'âge réglementaire de la retraite.

Exemple de calcul

Homme, âge lors de l'entrée et du rachat	57 ans
Prestation de libre-passage (PLP)	CHF 34 000.00
Salaire considéré:	CHF 200 000.00
Avoir de vieillesse max. autorisé	388 % (10 × 8% + 10 × 11% + 10 × 16% + 2 × 19%)
Avoir de vieillesse max. autorisé:	CHF 776 000.00 (3,88 × 200 000.00)
déduction faite de la PLP	./.
	<hr/> CHF 34 000.00
Montant restant = somme de rachat max.	CHF 742 000.00
Montant de rachat maximal selon le programme de stabilisation	CHF 578 880.00 (8 × 72 360.99)
Seul le plus petit de ces deux montants peut être racheté!	
Rachat devenu impossible du fait du programme de stabilisation	CHF 163 120.00

Ainsi, une limite de rachat pour les assurés âgés pourra intervenir à partir de l'année prochaine. Ces assurés ne peuvent plus racheter la totalité des prestations ni bénéficier dans la même mesure qu'actuellement de la déductibilité fiscale de la somme de rachat totale.

Les agences de la Caisse paritaire de pension de la Fédération Suisse des Avocats sont à votre disposition pour vous conseiller.

Agence de la
Caisse paritaire de pension
de la Fédération Suisse des Avocats
Case Postale 4338, 8022 Zurich
tél.: 01 284 58 66
e-mail ppk.sav@swisslife.ch

Agenda 4. Quartal 2000/4^e trimestre 2000

Fachtagungen und Seminare/Conférences et séminaires

Zivilrecht/Droit civil

20.11.2000	SGFF-Herbst-Tagung «Legate und Erbschaften»	Zürich	Schweizerische Gesellschaft der Fundraising-Fachleute, Postfach 44, 3625 Heiligenschwendi, Tel. 033 243 64 44, Fax 033 243 64 45, E-Mail: info@sgff.ch, Internet: www.sgff.ch
08.11.2000	Journée de la responsabilité civile (Vertrauenshaftung)	Genève	Centre d'études juridiques européennes, Mme Emmanuelle Keller, Université de Genève – Uni-Mail, 40, Boulevard du Pont-d'Arve, 1211 Genève 4, Tél. 022 705 86 52, Fax 022 705 86 62

Vertragsrecht/Droit des contrats

31.10.2000	Arbeitsrecht und Freizügigkeitsabkommen – Die Auswirkungen der Bilateralen Verträge auf die Arbeitsverhältnisse und die Sozialversicherung	Zürich	Weiterbildungsseminare HSG, WBZ Holzweid, 9010 St. Gallen, Tel. 071 224 25 70, Fax 071 224 25 69, E-Mail: wbsmsg@unisg.ch
------------	--	--------	---

Strafrecht/Droit pénal

26.10.2000	Revision StGB – Das neue Sanktionenrecht	Luzern	Schweizerisches Institut für Verwaltungskurse, Bodanstr. 4, 9000 St. Gallen, Tel. 071 224 24 24, Fax 071 224 28 83, E-Mail: ivk-ch@unisg.ch, Internet: www.ivk.unisg.ch
------------	--	--------	---

Haftpflicht- und Versicherungsrecht/Droit de la responsabilité civile et des Assurances

08.11.2000	Haftung für Schäden der Pensionskassen	Zürich	Weiterbildungsseminare HSG, WBZ Holzweid, 9010 St. Gallen, Tel. 071 224 25 70, Fax 071 224 25 69, E-Mail: wbsmsg@unisg.ch
------------	--	--------	---

Europarecht/Droit européen

25.10.2000	Praxisfragen zur EU-MWST-Abrechnung	Baden	Euro Info Center Schweiz, Marianne Hemmeler, Tel. 01 365 54 55, Fax 01 365 54 11, E-Mail: mhemmeler@osec.ch, URL: http://www.osec.ch/eics/de/veranstaltung/index.html
------------	-------------------------------------	-------	---

Diverses/Divers

24.10.2000	Zyklus «Bewertung Immaterieller Güter» 5/6 Daten & Datenbanken	Zürich	B.I.G. Postfach, 8034 Zürich, Tel. 01 421 28 86, Fax 01 421 28 87, E-Mail: veranstaltungen@viscom.ch, internet: www.ndsge.ethz.ch
02.11.2000	Die Stiftung in der juristischen und wirtschaftlichen Praxis	Zürich	Europa Institut Zürich, Hirschengraben 56, Postfach 718, 8025 Zürich, Tel. 01 634 48 91, Fax 01 634 43 59, E-Mail: eiz@eiz.unizh.ch
02./03.11.2000	Professionell verhandeln – Intensiv-Training nach dem weltweit bewährten Harvard-Konzept (d)	Raum Zürich	Egger, Philips & Partner AG, Fraumünsterstrasse 19, 8001 Zürich, Tel. 01 218 60 37 od. 056 641 00 01, Fax 01 218 60 33 od. 056 641 10 52, E-Mail: eggerphilips@bluewin.ch
08.11.00	Journée de la responsabilité civile sur le thème de la responsabilité fondée sur la confiance (Vertrauenshaftung)	Genève	Faculté de droit de l'Université de Genève, UNI-Mail, Boulevard du Pont-d'Arve 40, 1211 Genève, Internet: www.unige.ch/droit
10.11.00	Seminario di una giornata dell'organismo di autodisciplina della Federazione Svizzera degli Avvocati/Federazione Svizzera dei Notai (OAD FSA/FSN) concernente la legge sul riciclaggio di denaro. Aspetto importante: Misure pratiche per adempiere agli obblighi quale intermediario finanziario.	Lugano	Segretariato OAD FSA/FSN, c/o Lutz avvocati, Forchstrasse 2, 8032 Zurigo, E-Mail: peter.lutz@lawyerlutz.ch
09.–10.11.2000	Mediationstraining: Seminar II/2000 1. und 2. Teil	Warth	Egger, Philips & Partner AG, Fraumünsterstrasse 19, 8001 Zürich, Tel. 01 218 60 37 od. 056 641 00 01, Fax 01 218 60 33 od. 056 641 10 52, E-Mail: eggerphilips@bluewin.ch, Internet: www.eggerphilips.ch
18.11.00	Zyklus «Bewertung Immaterieller Güter» 6/6 Finanzierung	Zürich	B.I.G. Postfach, 8034 Zürich, Tel. 01 421 28 86, Fax 01 421 28 87, E-Mail: veranstaltungen@viscom.ch, internet: www.ndsge.ethz.ch

Verschiedene Veranstaltungen/Autres manifestations

Schweiz/Suisse

23./24.10.2000	Verträge richtig gestalten und verhandeln	Feusisberg	Zentrum für Unternehmensführung AG, Im Park 4, 8800 Thalwil, Tel. 01 720 88 88, Fax 01 720 08 88, E-Mail: info@zfu.ch
02.–03.11.2000	Contract Management Software- und Internet- Vertragsrecht	Pfäffikon	Zentrum für Unternehmensführung AG, Im Park 4, 8800 Thalwil, Tel. 01 720 88 88, Fax 01 720 08 88, E-Mail: info@zfu.ch
07.–08.11.2000	Recht und Steuern im E-Commerce	Zürich	Zentrum für Unternehmensführung AG, Im Park 4, 8800 Thalwil, Tel. 01 720 88 88, Fax 01 720 08 88, E-Mail: info@zfu.ch

15. 11. 2000	Le marketing des études d'avocats - La pratique au sein d'études de petite taille et de taille moyenne	Martigny	Sekretariat Schweizerischer Anwaltsverband, Bollwerk 21, Postfach 8321, 3001 Bern, Tel. 031 312 25 05, Fax 031 312 31 03, E-Mail: info@swisslawyers.com
17.–20.01.2001	Regionaltreffen der AIJA zum Thema: «Venture Capital – Hinweise für die Beratungspraxis»	Gstaad	c/o Kellerhals & Partner, Dr. Beat Brechbühl, Kapellenstrasse 14, Postfach 6916, 3001 Bern, Tel. 031 390 25 30, Fax 031 390 25 26, E-Mail: brechbuehl@kellerhals-partners.ch, Internet: www.kellerhals-partners.ch
12.–14.01.2001	AVO-Ski	Arosa	Silvan Ulrich, Postgasse 3, 4147 Aesch, Tel. 061 751 20 55, Fax 061 751 30 75, E-Mail: ulrich@dplanet.ch Susanne Speiser, Lautengartenstrasse 7, 4052 Biel, Tel. 061 271 01 50, Fax 061 271 06 14, E-Mail: sspeiser@swissonline.ch
01.–02.03.2001	Internationale Steuerplanung im Unternehmen inklusive neues deutsches Steuerrecht	Zürich	Zentrum für Unternehmensführung AG, Im Park 4, 8800 Thalwil, Tel. 01 720 88 88, Fax 01 720 08 88, E-Mail: info@zfu.ch
07.–08.05.2001	Recht und Steuern im E-Commerce	Zürich	Zentrum für Unternehmensführung AG, Im Park 4, 8800 Thalwil, Tel. 01 720 88 88, Fax 01 720 08 88, E-Mail: info@zfu.ch
17.–18.05.2001	Contract Management Software- und Internet- Vertragsrecht	Feusisberg	Zentrum für Unternehmensführung AG, Im Park 4, 8800 Thalwil, Tel. 01 720 88 88, Fax 01 720 08 88, E-Mail: info@zfu.ch

International

29. 10.–02. 11. 2000	UIA 44 ^{ème} Congrès: La Justice du Futur – Les nouvelles technologies face au droit de la justice – La compétence internationale en matière de crimes internationaux – La nouvelle réglementation, les services publics et le rôle de l'Etat dans un monde globalisé	Buenos Aires, Argentine	Union Internationale des Avocats, 25 rue du Jour, F – 75001 Paris, Tel. 0033 144 88 55 66, Fax 0033 144 88 55 77
06.–07. 11. 2000	Management Strategien für Anwälte Konferenz und Ausstellung zu Management –Techniken und IT-Strategien	Frankfurt	Lawvision, arkgroup, 4 th Floor, Zeeta House, 200 Upper Richmond Road, London, SW15 2SH, DX: 59453 PUTNEY, GB, Tel. 0044 (0)20 8785 2700, 0044 (0)20 8785 9373, E-Mail: hlewis@ark-group.com/info@lawvision.de
06.–07. 11. 2000	WIP International Conference on Dispute Resolution in Electronic Commerce	Genève	WIPO Arbitration and Mediation Center, World Intellectual Property Organization (WIPO), 34, ch. des Colombettes, 1211 Genève 20, Tel. 022 338 82 47, Fax 022 740 37 00, E-Mail: arbiter.mail@wipo.int
06.–24. 11. 2000	International Trade Lawyers Course	Australia	Institut International de Droit du Développement (IDLI), Via di San Sebastianello 16, I – 00187 Roma, Tel. 0039 6 697 92 61, Fax 0039 6 678 19 46, E-Mail: idli@idli.org, www.idli.org
09.–10. 11. 2000	WIPO Workshop for arbitrators	Genève	WIPO Arbitration and Mediation Center, World Intellectual Property Organization (WIPO), 34, ch. des Colombettes, 1211 Genève 20, Tel. 022 338 82 47, Fax 022 740 37 00, E-Mail: arbiter.mail@wipo.int
12.–16. 11. 2000	World Jurist Association The Law of International Trade and Investment in a Global Economy	Havana, Cuba	World Jurist Association, 1000 Connecticut Ave., NW, Suite 202, Washington, DC 20036, USA, Tel. 001 202 466 54 28, Fax 001 202 452 85 40, E-Mail: wja@worldjurist.org
22.–23. 11. 2000	Praxis des europarechtlichen Gerichtsverfahrens	Trier	Europäische Rechtsakademie Trier, Metzger Allee 4, D-54295 Trier, Tel. 0049 651 93737-0, Fax 0049 651 937 37-90, E-Mail: info@era.int, Internet: www.era.int
29. 11.–01. 12. 2000	Drafting Contracts in English	London	Communicaid English & The Institute of Advanced Legal Studies, Jonathan Cox, Communicaid English, 21 – 25 Earl Street, London EC2A 2AL, Tel. 0044 207 426 84 01, Fax 0044 207 426 84 05, E-Mail: jonathan.cox@communicaid.com
04.–08. 12. 2000	English for Lawyers	London	Communicaid English & The Institute of Advanced Legal Studies, Jonathan Cox, Communicaid English, 21 – 25 Earl Street, London EC2A 2AL, Tel. 0044 207 426 84 01, Fax 0044 207 426 84 05, E-Mail: jonathan.cox@communicaid.com
28. 01. 2001	12 th International Competition of Counsel's Speeches – In defence of Human Rights	Caen	Le Mémorial de Caen, Concours de Plaidoiries, BP 6261, F-14066 Caen Cedex 4, Tel. 0033 231 06 06 56, Fax 0033 231 06 06 70, E-Mail: memomedia@unicaen.fr, Internet: www.memorial.fr
01./02.03.2001	World Women Lawyers Conference	London	Lynn Hazlewood, Head of Public Relations and Marketing, International Bar Association, 271 Regent Street, London W1R 7PA, Tel. 0044 207 629 12 06, Fax 0044 207 409 04 56, E-Mail: lynn.hazlewood@int-bar.org, Internet: www.ibanet.org
06.–19.05.2001	Deutsch für Juristen – Kurse für Juristen und Studenten der Rechtswissenschaft	Bonn	Goethe-Institut Bonn, Bad Godesberg, Friedrich-Ebert-Strasse 11, D-53177 Bonn, Tel. 0049 228 95 75 60, Fax 0049 228 95 75 623, E-Mail: bonn@goethe.de, Internet: www.goethe.de/bonn
09.–22.09.2001	Deutsch für Juristen – Kurse für Juristen und Studenten der Rechtswissenschaft	Bonn	Goethe-Institut Bonn, Bad Godesberg, Friedrich-Ebert-Strasse 11, D-53177 Bonn, Tel. 0049 228 95 75 60, Fax 0049 228 95 75 623, E-Mail: bonn@goethe.de, Internet: www.goethe.de/bonn
04.–08. 10. 2001	Law Conference 2001	Christchurch, New Zealand	Conference Innovators Ltd, PO Box 1370, Christchurch, NZ, Tel. 0064 3 379 03 90, Fax 0064 3 379 04 60, E-Mail: info@conference.ch.nz, Internet: www.nz-lawsoc.org.nz